

Programme: Bonne gouvernance des migrations de main d'œuvre et son lien avec le développement



Rapport d'étude

Migration et Retour en Afrique de l'Ouest

Le cas du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal

Dr. Giulia Sinatti, Consultante

COORDINATION ET SUPERVISION : ENDA DIAPOL



Décembre 2009

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	3
1. INTRODUCTION ET OBJECTIVES DE L'ETUDE.....	5
1.1 Le retour: un aspect méconnu de la migration.....	5
1.2 Le retour entre circularité et réinstallation.....	6
1.2.1 Migrations transnationales et émergence de nouvelles définitions de retour.....	6
1.2.2 Retour et développement dans les contextes d'origine.....	7
1.2.3 Migration circulaire et retours: un modèle gagnant-gagnant-gagnant.....	8
1.3 L'étude et ses aspects méthodologiques.....	9
2. MIGRATION EN AFRIQUE DE L'OUEST.....	13
2.1 Afrique de l'Ouest et CEDEAO: profils migratoires.....	13
2.1.1 Le Sénégal.....	15
2.1.2 Le Mali.....	16
2.1.3 La Mauritanie.....	17
2.2 L'Espagne, nouveau pays d'immigration.....	18
3. HISTOIRES DE MIGRATION ET DE RETOUR.....	21
3.1 Migrants de retour.....	21
3.2 Un retour continument déferé.....	25
3.3 Retour et travail: entreprendre au pays.....	27
3.4 Le soutien au retour: formes d'appui et partenariats.....	31
3.5 Retour et famille: nouvelles conditions matérielles et réorganisation des rôles.....	34
3.6 Défis et difficultés du retour.....	41
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES.....	43
4.1 Identification de leçons retenues et meilleures pratiques.....	43
4.2 Vers un concept politique exhaustif du retour.....	44
4.3 Soutien aux investissements productifs et promotion de l'entrepreneuriat.....	46
ABREVIATIONS.....	48
BIBLIOGRAPHIE.....	49

AVANT-PROPOS

L'étude présentée dans les pages qui suivent a été réalisée dans le cadre du Programme OIT «Bonne Gouvernance de la migration du travail et son lien avec le développement au Mali, en Mauritanie et au Sénégal». Dans ces trois pays, ce programme quadriennal a pour objectif la maximisation des bénéfices de la migration du travail encadré, ainsi qu'une plus générale promotion du développement soutenu et réduction de la pauvreté. A côté d'objectifs spécifiques visant au renforcement institutionnel et au perfectionnement des mécanismes d'intermédiation et gestion de la migration de travail et à l'amélioration de la formation professionnelle en fonction des besoins du marché du travail dans les pays d'accueil, le programme aspire aussi à appuyer un système d'incitation au retour et de réinsertion des migrants dans le pays d'origine. Ce dernier objectif révèle une orientation du programme vers l'encouragement de la circularité de la migration, basée sur la conviction que ce mécanisme puisse maximiser les bénéfices en même temps pour les sociétés d'origine et de destination, ainsi que pour les travailleurs migrants eux-mêmes selon un modèle gagnant-gagnant-gagnant. C'est en fonction de cette conviction que cette étude a été menée ayant pour objet la migration de retour en Mauritanie, Mali et Sénégal.

Le retour a toujours été un aspect de la migration largement sous-enquêté. Néanmoins, les pratiques de retour des travailleurs migrants au pays d'origine pourraient constituer un important levier pour contribuer au développement local. Par conséquent, cette étude s'est proposé d'en étudier les déterminants et les stratégies avec un centre d'intérêt distinctif sur le cas des travailleurs migrants en provenance d'Espagne. En particulier, l'étude visait à investiguer les mécanismes formelles et informelles d'appui à la migration de retour et à la réinsertion dans le pays d'origine, y inclus l'importance des réseaux familiales, le rôle des associations de la diaspora à partir du pays d'accueil et des relais dans les pays de départ. L'étude aspirait à mieux comprendre les répercussions de la migration de retour sur les familles, ainsi que son incidence potentielle sur l'emploi et le quotidien des populations en conséquence des investissements promues par les migrants de retour dans l'entrepreneuriat, le commerce, autres activités du secteur non-formel économique et agricole, principaux pourvoyeurs d'emploi dans les pays de l'étude. En ligne avec l'approche du plus ample projet du BIT dans lequel cette étude s'inscrit, une attention particulière a été dédiée à la situation des femmes travailleuses migrantes et aux spécificités de genre qu'elles rencontrent dans le processus du retour.

Sur le plan opérationnel, cette étude s'est appuyé à un partenariat entre spécialistes de la recherche sur les migrations, tels que l'auteur de ce rapport, et l'équipe 'Diasporas Droits Humains Développement et Migration' (DIADEM) de l'ONG internationale du Sud ENDA Tiers-Monde, avec son expérience solide de recherche-action et de dialogues politiques. Ce cadre organisationnel à permis à l'étude de bénéficier en même temps d'une direction scientifique capable d'assurer la rigueur du travail et de l'habileté d'opérer sur le terrain d'une organisation avec un portefeuille partenarial élargi dans les quatre pays (Espagne, Mali, Mauritanie et Sénégal). De plus, pour la réalisation de la récolte de données et informations sur le terrain, l'étude a pu s'appuyer sur un nombre d'enquêteurs issus des pays concernés et souvent ayant vécu eux-mêmes une expérience migratoire, ce qui a permis de constituer une équipe de recherche capable de mieux approcher les migrants interpellés, mieux connaître leurs réseaux et mieux comprendre leurs histoires.

Le rapport d'étude présenté dans les pages qui suivent est structuré en quatre sections. Le but de la première section est de fournir le cadre général dans lequel se développe couramment un intérêt

pour la migration de retour, ainsi qu'un aperçu du débat autour de ce thème et une introduction à l'étude. La deuxième section présente les pays concernés par l'étude en traçant les lignes générales de l'histoire migratoire en Afrique de l'Ouest, ainsi que au Mali, en Mauritanie, au Sénégal. Une synthèse du phénomène de l'immigration en Espagne complète cette section. La troisième section est entièrement dédiée à l'analyse de données collectées dans le cadre de cette étude, en fournissant des considérations sur les défis et difficultés du retour au Mali et au Sénégal à partir des entretiens réalisés avec migrants de retour dans ces deux pays. Enfin, la quatrième et dernière section tire des conclusions et propose des recommandations pertinentes.

L'auteur exprime sa gratitude à tous ceux qui ont contribué dans les différentes phases de réalisation de l'étude. Un remerciement particulier va au BIT, Bureau régional du Sahel et en particulier à Frederico Barroeta et Pauline Léonard, qui ont suivi de près l'idéation initiale de l'étude et accompagné les phases de sa réalisation. A Badara Ndiaye, coordinateur du pôle DIADEM d'ENDA DiaPol, pour avoir mobilisé les personnes et organisé le travail de terrain. Au Conseil pour le Travail et les Affaires Sociales de l'Ambassade d'Espagne au Sénégal et au Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes au Sénégal, qui ont partagé avec l'équipe de recherche les contacts de nombreux migrants. Aux enquêteurs chargés de la récolte des données sur le terrain qui, en dépit de la courte durée de l'étude, ont accompli un travail énorme: Bréma Ely Dicko au Mali, Fatou Cissé et Marie Diokh au Sénégal, Amadou Alassane Mbow en Mauritanie et Ababacar Thiakh en Espagne. Enfin, un remerciement spécial va aux nombreux migrants de retour qui ont consenti à partager avec nous leurs parcours et histoires personnelles. Ce rapport final est autant le produit de l'auteur que de toutes les personnes nommées dessus.

Cette étude a été réalisée grâce au soutien financier du BIT. Cependant les idées qui sont exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles du BIT.

1. INTRODUCTION ET OBJECTIVES DE L'ETUDE

1.1 *Le retour: un aspect méconnu de la migration*

Dans le cadre de l'immense production scientifique (théorique ainsi que de recherche) sur le thème de la migration, la question du 'retour' a toujours occupé une position marginale. Ce constat est encore plus pertinent si on tient en considération les travaux avec un intérêt pour les migrations de nature volontaire, plutôt que forcée (Gmelch 1980; King 1986). Pendant les dernières deux décennies, néanmoins, un nouvel intérêt s'est développé autour du thème de la migration de retour. Cette renaissance s'explique sur la base de trois facteurs principaux qui nous poussent aujourd'hui vers un besoin d'investiguer de manière plus directe ce sujet, notamment:

- l'importance croissante des flux migratoires transnationaux et ses répercussions sur les formes et modèles courantes de la migration de retour;
- l'intérêt, dans les lieux d'origine, pour les liens entre migration et développement, en relation auxquels le retour joue un rôle clé;
- l'engagement de plusieurs gouvernements de départ et de destination dans la promotion de la migration circulaire, qui prévoit l'alternance de départs et de retours.

Ces trois points seront objet de discussion plus approfondie dans le reste de cette section, avant d'introduire aux questions spécifiques abordés par cette étude et aux choix méthodologiques correspondants. Pour le moment, il suffit de rappeler que le retour est reconnu comme une composante essentielle à l'intérieur des mouvements migratoires transnationaux et circulaires, ainsi qu'un des véhicules de promotion de changement dans les lieux d'origine des migrants. Le retour est un aspect qui est donc couramment au cœur des discours sur les migrations internationales et du débat politique correspondant. Si ces motivations en eux mêmes ne fussent déjà suffisantes pour justifier un intérêt pour le thème du retour, on en pourrait aussi nommer une autre: pour beaucoup de personnes l'idée de retourner chez eux est un espoir que les accompagne au long de leurs histoires migratoires (OECD 2008). En dépit d'un nombre de bonnes justifications pour s'en occuper, la recherche dans le domaine de la migration de retour est néanmoins peu développée et les stratégies de retour mises en œuvre par les migrants restent largement méconnues, ce qui justifie largement cette étude.

On doit à Bovenkerk (1974) le premier effort de systématiser le thème de la migration de retour, avec la classification des études ses contemporains. Cet auteur confirmait déjà à l'époque un fort manque de soin pour le sujet, toutefois la littérature disponible lui permettait aussi de reconnaître la coexistence de plusieurs modalités de retour. Ce dernier, en fait, peut être compris en termes de retour définitif au pays d'origine, mais autres formes aussi de mouvement migratoire demandent de tenir en compte une composante de retour: la re-émigration (vers la même ou une nouvelle destination d'accueil), la migration circulaire, le rapatriement forcé¹, etc. Grâce à son effort de fournir une définition de la migration de retour, Bovenkerk en reconnaissait pour la première fois la nature multidimensionnelle. En effet, le retour a été variablement défini dans la littérature, classifié selon critères motivationnelles (Cerase 1974), temporelles (de la brève visite au retour permanent comme selon King 2000), géographiques (retour au lieu de départ ou à un nouveau lieu dans le pays d'origine) et légales (retour volontaire ou rapatriement).

¹ Ce dernier ne sera pas pris en considération dans le cadre de cette étude.

La complexité de la migration de retour et les efforts plus récents d'en trouver une définition adéquate seront présentés plus en détail dans le paragraphe qui suit. Ici, c'est important de rappeler que, au delà des problèmes de définition, le retour pose aussi des sérieuses difficultés de quantification. En fait, si des statistiques existent pour la mensuration de l'immigration, ce n'est pas le même par rapport aux citoyens de retour dans leurs pays d'origine (Gmelch 1980)². Ce manque systématique de sources statistiques fiables se couple, plus récemment, à la multiplication de cas de migration circulaire, transnationale et répétée qui rend encore plus douteuse la mensuration du phénomène. Pourtant, les rares études menées sur le retour soulignent que certains pays en présentent, de façon inattendue, des cas nombreux. Parmi les pays d'intérêt dans le cadre de cette étude, par exemple, Quiminal (2002) soutient que plusieurs migrants sont revenus dans la région malienne de Kayes après avoir travaillé longtemps en France. Néanmoins, le même auteur trouve que, de plus en plus, ces migrants de retour reviennent au moment de la retraite sans une véritable ambition d'être économiquement actifs au pays³.

1.2 Le retour entre circularité et réinstallation

1.2.1 Migrations transnationales et émergence de nouvelles définitions de retour

Dans un article publié en 1980, Gmelch constatait que, à l'époque, une définition largement partagée de migration de retour existait. Le retour était conçu en termes du «mouvement des émigrés vers leurs terres d'origine pour s'y réinstaller»⁴ (Gmelch 1980: 136). Le même auteur, toutefois, anticipait aussi ce qu'est devenu aujourd'hui l'un des thèmes plus discutés à propos de la migration de retour, notamment la difficulté d'opérer une distinction analytique précise entre les migrants de retour pour une brève visite ou pour la durée d'une saison et ceux de retour permanent (*ibidem*: 136). Dans les dernières décennies, en fait, le développement de théorisation sur les migrations transnationales a obligé les chercheurs d'accepter que la migration de retour peut assumer différentes formes, de nature plus ou moins permanente. La prise en compte d'une interconnexion croissante entre pays et d'un engagement des migrants simultanément dans les lieux de départ et de destination permet à la perspective transnationale de prendre en considération toute une série de nouvelles mobilités: les séjournant de longue durée dans le pays d'accueil, ainsi que personnes qui alternent périodes dans différents pays avec des navettes plus ou moins fréquentes. La variété des formes de mobilité et de séjour des migrants transnationales rend, effectivement, souvent difficile d'établir leur lieu de résidence principale (Glick Schiller, Basch, *et al.* 1992). Avec le progressif établissement de mouvements migratoires transnationaux, le retour a donc profondément changé de statut, ce qui a poussé les chercheurs à élaborer nouvelles définitions de la migration de retour. King (2000), par exemple, suggère une typologie du retour qui, à côté des migrants de retour définitif, comprend aussi ceux de retour occasionnel, saisonnier et temporaire. Dans ces termes, le retour ne représente plus une clôture du cycle migratoire, mais ce n'est qu'une des étapes d'un mouvement continu (Ammassari et Black 2001). Certains spécialistes ont même conclu que le transnationalism a compliqué l'histoire du retour (Ley et Kobayashi 2005) et que «le mouvement transnationale en soi peut être considéré une véritable forme de retour»⁵ (Black et King 2004: 80). Ce qui est apparent est que cette attention pour les retours temporaires oblige à reconnaître que le *retour* est une réalité plus vaste par rapport à la *migration de retour* tout court.

² La disponibilité limitée de données relatives à la migration de retour en Afrique de l'Ouest en particulier a été recensé par Ba (2006).

³ Pareillement aux migrants de retour forcé, cette étude ne s'occupera pas du cas des migrants retraités en raison de son intérêt pour les migrations de travail et leurs impact dans le contexte d'origine en termes de création d'emploi.

⁴ Ici et ailleurs dans le texte, l'auteur a traduit les citations des textes en anglais pour faciliter la lecture de ce rapport. Selon l'article original: «movement of emigrants back to their homelands to resettle» TdA.

⁵ «Transnationalism itself can arguably be conceptualised as a form of return» TdA.

Cette dernière, en fait, ne comprend pas nécessairement les visites ou les séjours temporaires, souvent utilisés par les migrants dans l'évaluation et la préparation d'un retour de nature plus durable (Long et Oxfeld 2004).

L'intérêt courant pour le thème de la migration de retour n'est pas exclusivement justifié sur la base du succès du modèle interprétatif transnationale des migrations. Même si, comme l'on verra dans la section suivante de ce rapport, ce modèle s'applique plutôt bien au cas des migrations en Afrique de l'Ouest, il a aussi été largement reconnu que seulement une portion minoritaire des communautés migrantes a des engagements de nature explicitement transnationale. Cependant, cette approche reste importante sur la base de trois motivations principales: la probable diffusion des migrations transnationales dans le futur proche, ses conséquences par rapport à l'intégration des migrants dans les pays d'accueil et les «implications pour le développement des pays de départ»⁶ (Portes 2001: 190). Ce dernier point nous demande de tenir en compte l'importance du retour dans le cadre du débat sur les liens entre migration et développement, présenté dans le paragraphe suivant.

1.2.2 Retour et développement dans les contextes d'origine

L'idée du co-développement est aujourd'hui largement acceptée par les hommes d'étude et encensée par les décideurs politiques (Sørensen, van Hear, *et al.* 2002; Olesen 2002). Reconnaître l'existence de liens transnationaux établis par les migrants, en effet, amène à concéder que les mêmes sont issus des loyautés et obligations envers leurs pays et localités d'origine. Cela justifie que l'on s'intéresse aux migrants mais aussi à ceux qui restent dans le pays, avec une attention aux changements amenés à ces derniers par effet de la migration et, plus en général, au potentiel de la migration dans la promotion de développement dans les contextes de départ.

Le retour occupe une place centrale dans le cadre de ce débat sur le co-développement. Papademetriou et Martin (2001), par exemple, indiquent le retour (*return*, à côté du recrutement - *recruitment* - et des transferts - *remittances*) comme une des trois R, c'est-à-dire un des facteurs clé capables d'influer sur le développement dans le pays d'origine. En dépit de cette reconnaissance, peu d'études distinguent de manière claire et nette l'impact sur le développement attribuable spécifiquement à la migration de retour (Anarfi et Jagare 2005; Ammassari et Black 2001: 4). L'importance des transferts financiers est objet de débat depuis longtemps et, en particulier, depuis quand la Banque Mondiale (2003) a reconnu pour la première fois que leur valeur est beaucoup plus significative que l'aide internationale au développement. Cependant, il n'existe pas un accord sur les effets que ces transferts monétaires ont sur le développement local. Certains observateurs ont souligné que, à l'échelle *macro*, rarement les transferts sont capables de promouvoir croissance économique de long terme et peuvent, au contraire, provoquer une forte inflation. Selon l'interprétation d'autres, à l'échelle *micro* les transferts contribuent pourtant à la lutte contre la pauvreté des individus et de leurs familles (Ammassari et Black 2001; de Haan 1999). Autres experts encore ont remarqué que, même quand les transferts sont entièrement utilisés pour le vivre quotidien et ne sont pas investis en termes productifs, ces dépenses provoquent pourtant une élévation de la demande locale capable de créer des effets multiplicateurs (Massey, Arango, *et al.* 1998).

La relation entre le développement local et la migration de retour, de son côté, est encore plus complexe. La plupart des études existants reconnaissent le poids des acteurs collectifs (associations de migrants, réseaux commerciales et religieux, diasporas politiques, etc.) dans la promotion du développement au contexte d'origine (Faist 2008). Un vaste nombre de recherches ont été menées à ce propos spécifiquement dans les pays concernés par cette étude. Au Sénégal et au Mali, par

⁶ «its bearing on the development of sending countries» TdA.

exemple, la recherche a souligné le rôle des Organisations de Solidarité Issues des Migrations (OSIM) dans la promotion d'initiatives d'utilité sociale dans les lieux de départ (Daum 1994; Ceschi et Stocchiero 2006; Diatta et Mbow 1999; Fall 2008; Keita 2005 et 2009; Quiminal 1991). En ce sens, nombreuses initiatives collectives ont réussi dans les zones rurales dans la réalisation d'écoles, la construction de Mosquées, l'électrification, l'approvisionnement d'eau et le branchement téléphonique des villages. Sans vouloir diminuer l'importance pour la promotion du développement local de ces initiatives, il faut toutefois souligner leur relation controversée avec la migration de retour et, en particulier, avec un retour de nature durable et soutenable. Premièrement, ces initiatives ne comprennent souvent pas une composante génératrice de revenu mais permettent une simple amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires. Deuxièmement, rarement ces projets prévoient un véritable retour et sont, au contraire, le résultat d'un flux de ressources possible grâce à la résidence à l'étranger d'un group de personnes issues d'un même lieu de départ. Le retour, par contre, est une réalisation qui reste largement privée et qui concerne plutôt l'individu et son entourage immédiat.

Ce dernier constat s'accompagne donc à un substantiel manque de connaissances précises sur les effets du retour à ce niveau, pour les migrants et leurs familles. Si déjà la migration de retour est rarement objet d'étude, en fait, ses retombés sur la société d'origine le sont encore moins. Bovenkerk (1974) attribuait ce silence au fait que les migrants de retour sont une réalité numériquement modeste, mais déjà dans les années 1970 il suggérait que leurs effets pourrait néanmoins être significatifs. Plus récemment, King (2000) propose que dans la recherche existante les concrétisations en termes de gain de capital humain, financier et social attribués à la migration de retour sont souvent surestimés. En outre au potentiel des investissements productifs des migrants de retour, un fort accent à été mis aussi sur les aspects positifs des transferts de capital humain et social acquis à l'étranger. Cependant, les rares études menés en ce sens ont souvent focalisé leur attention sur un restreint nombre de cas de migrants hautement qualifiés (Ammassari 2004; Black et King 2004; Grillo et Riccio 2004; Wickramasekara 2003). Dans ces situations, on peut souvent parler de 'brain gain' et de transfert vers le contexte d'origine de compétences et capacités acquises à l'étranger (capital humain), ainsi que d'un réseau de contacts utiles (capital social) qui peuvent fructifier dans la réinstallation au pays et dans l'initiation d'activités innovatrices. L'utilité de ces transferts n'est pas toujours si évident dans le cas des migrants non qualifiés, qui représentent la partie plus nombreuse des travailleurs migrants. Dans ce dernier cas, en fait, il a été «avancé que les migrants de retour, ayant en général occupé des emplois sous-qualifiés qui ne leurs apprennent pratiquement rien, ne ramènent que très peu de capital humain ou, quand ils acquièrent de nouvelles connaissances, que celles-ci ne leur sont que très rarement utiles dans leur contexte d'origine» (Ammassari 2006: 9). De plus, il faut rappeler que pour le migrant individuel le retour signe souvent la fin d'un nombre de bénéfices de la migration et en particulier des transferts financiers.

Sans vouloir épuiser le discours autour des liens entre migration et processus de changement/développement dans le pays d'origine, il nous suffit ici de conclure que l'intérêt récent pour ce sujet rend encore plus urgente une redéfinition de la "migration de retour" (Cassarino 2004).

1.2.3 Migration circulaire et retours: un modèle gagnant-gagnant-gagnant

Le succès de la combinaison entre migration et développement a encouragé un nombre d'experts à identifier la migration circulaire comme un système particulièrement bénéfique, surtout dans le cas des migrations de travail (de Haas 2005 et 2007b; GCIM 2005; GTDF 2008; Portes 2007; Vertovec 2006). Ce nouvel intérêt, partagé par les pays d'origine et de destination, pour les migrations de nature transnationale et circulaire justifie encore plus le besoin d'une meilleure connaissance du retour (permanent ou temporaire) des migrants. Dans le cas des pays d'origine cet avantage s'explique, comme on vient de le voir, en raison d'un investissement de leurs diasporas

dans les lieux de départ capable de promouvoir développement local⁷. En fait, un modèle migratoire circulaire, avec l'alternance de départs et de retours, comporte d'une part que les migrants envoient transferts plus significatifs aux familles restés au pays et d'autre part les pousse à s'engager en mesure majeure dans l'investissement productif en fonction du retour. Dans le cas des pays d'accueil l'avantage de la migration circulaire s'explique en raison d'un meilleur équilibre entre les flux migratoires en entrée et leurs besoins effectifs en termes de main d'œuvre.

Dans ce cadre général, l'introduction de mesures de migration saisonnière planifié ainsi que de programmes d'accueil temporaire des migrants acquièrent une importance croissante (Castles 2006; Collyer 2004; Geronimi 2004; Martin 2006; OIM 2008; Ruhs 2003; Ruhs et Martin 2006; Veerassamy 2009). Des propositions récentes de la CE, par exemple, focalisent sur le 'potentiel en termes de développement' de la migration temporaire à travers l'encouragement de la migration circulaire, les programmes de travail temporaire, la facilitation de la migration de courte-terme et saisonnière et l'appui à la migration de retour grâce à mesures de retour assisté et de réinsertion au pays d'origine. Dans les discours politiques sur ce sujet, il faut toutefois souligner qu'aucune distinction n'est utilisée entre les termes 'temporaire' et 'circulaire' et les deux concepts sont utilisés de façon parfaitement interchangeable (de Haas 2007: 828). Par contre une différenciation entre ces deux termes existe et est essentielle. La migration circulaire demande un engagement continu du migrant dans le pays d'origine et celui d'accueil qu'on ne trouve pas dans la migration temporaire. La circularité implique retour et re-émigration, c'est-à-dire répétition continue de l'expérience migratoire. «La circularité donne les résultats plus positifs quand les migrants ont la possibilité de se déplacer volontairement entre pays dans le poursuit de leurs intérêts»⁸ (Newland, Agunias, *et al.* 2008: 2).

Cette célébration récente de la migration circulaire demande qu'on puisse fonder les décisions politiques et les choix d'interventions pratiques dans une connaissance accrue des pratiques de retour et de ses effets dans les communautés d'origine.

1.3 L'étude et ses aspects méthodologiques

Le progressive intérêt pour la circularité des migrations et la mise en place de mécanismes pour leur gestion concertée entre pays de départ et pays d'accueil, accompagné par une manque substantielle d'informations sur la migration de retour, justifie que l'on s'intéresse aux pratiques de retour temporaire et permanent des migrants vers leur pays d'origine. La constatation que des liens existent entre développement local et migration de travail en particulier, nous pousse à chercher une connaissance plus approfondie de leurs effets positifs et négatifs. Une meilleure compréhension des conditions dans lesquelles les migrants réalisent leurs retours est un atout pour évaluer comment optimiser les bénéfices de la migration internationale pour le développement en Afrique de l'Ouest, ainsi que pour permettre aux décideurs politiques d'identifier et de mettre en œuvre mesures capables de gérer les migrations de manière favorable à la croissance et le développement durable.

Cette étude se propose donc d'explorer un nombre de défis et de difficultés auxquelles font face les migrants qui aspirent à retourner dans leurs pays d'origine. Le succès du retour est souvent évalué exclusivement sur la base d'une réussite sur le plan économique, ce qui est encore plus le cas quand des motivations de nature principalement économique étaient à l'origine du départ initial. Ce constat implique que d'autres éléments de nature non économique - et plus spécifiquement

⁷ Sur le cas du Sénégal voir, par exemple, Diatta et Mbow (1999), Panizzon (2008); sur le cas du Mali le Guay (2002), Quiminal (2002), Yatéra *et al.* (2002).

⁸ «Circularity produces the most positive outcomes when migrants move voluntarily between countries to pursue various interests» TdA.

relationnelle - sont souvent sous-évalués. Plus précisément, l'étude a soulevé les suivantes questions de recherche en relation à la migration de retour:

- Qui sont les migrants de retour? Quelles sont leurs propres perceptions du retour? Quelles sont les typologies de retour (permanent, temporaire) plus fréquentes?
- Vers quelles formes d'activité économique / emploi s'orientent les migrants de retour?
- Quels types de partenariats sont établis par les migrants dans la planification et la réalisation de leurs projets de retour? Quels sont les plus efficaces?
- Quelles sont les répercussions du retour sur le bien être des migrants et de leurs familles? Quelles sur la capacité d'épargne?
- Les migrants de retour apportent-ils des transformations sociales? De quelle nature? En particulier, le retour demande-t-il une réorganisation des responsabilités, rôles et pouvoirs au sein de la famille?

Cette liste de questions révèle l'ambition de cette étude d'explorer une série d'aspects souvent ignorés par la recherche, tels que la réunification avec la famille (Toyota, Yeoh, *et al.* 2007), le rôle du migrant en tant qu'acteur social et les effets du retour sur son entourage (Piper 2009), ainsi que l'interprétation que les migrants eux-mêmes donnent du développement et de l'amélioration de leur propre situation (Raghuram 2009).

La nature fortement exploratoire de cette étude, ainsi que le manque d'informations substantielles sur la migration de retour dans les pays concernés ont constitué les principales motivations pour l'adoption d'une approche méthodologique qualitative. En particulier, l'étude s'est basée sur un nombre d'entretiens demi-structurés effectués avec migrants de retour au Mali et au Sénégal⁹. De plus, cette technique de recherche a été évaluée comme la plus indiquée pour favoriser la compréhension des pratiques liées au retour et pour l'investigation des significats sociaux qui accompagnent les mêmes pratiques. Les informations recueillies grâce aux entretiens ont été aussi intégrés avec documentation relative aux politiques gouvernementales et aux initiatives non-étatiques liées au retour en œuvre dans tous les pays concernés. La consultation de ce dernier matériel et son analyse conjointe avec les nouvelles connaissances sur les pratiques de retour des migrants issues des entretiens ont permis à l'étude d'élaborer, dans ses conclusions, des recommandations politiques pertinentes.

La réalisation d'entretiens a demandé d'abord l'adoption d'une définition précise de la population d'intérêt pour l'étude. En effet, la revue de la littérature sur la migration de retour présenté ci-dessus suggère que (même si on limite son intérêt à ceux de retour volontaire) les migrants de retour constituent une catégorie extrêmement diversifié de sujets. La première question qui s'est posé, et qui mérite d'être rapidement discuté ici, concernait la nature temporelle du retour (provisoire ou définitif). Comment établir si un migrant est, effectivement, de *retour*? Comment identifier les migrants de retour parmi ceux qui alternent périodes dans le pays d'accueil et le pays d'origine? La durée des séjours aurait pu être le premier élément à considérer, néanmoins il apparait aussi arbitraire d'établir une durée minimale à partir de laquelle on devrait parler de *retour* plutôt que de simple *visite*. L'approche qu'on a décidé d'adopter pour cette étude a pourtant été très ouverte, ayant pris en considération non seulement migrants de retour définitif, mais aussi des 'candidats au retour' parmi les migrants temporairement au pays. La définition multimodale de retour adoptée est en accord avec la typologie de retour proposée par King (2000) et illustrée ci-dessus, capable de représenter formes de résidence permanente, temporaire et occasionnelle dans le pays d'origine. Ce

⁹ Dans chaque pays 35 entretiens avec hommes et femmes migrant(e)s ont été réalisés, donnant un échantillon total de 70 migrants de retour consultés dans le cadre de l'étude. Les entretiens ont été effectués par une équipe de chercheurs nationaux et avec l'utilisation d'un guide d'entretien et outils de recherche partagés. Les textes des entretiens ont été traités en s'appuyant sur le logiciel pour l'analyse qualitative Atlas.ti.

choix a été motivé par le fait que les séjours non permanents (séjours temporaires, mais aussi visites plus brèves et vacances) constituent souvent des véritables voyages de prospection dans la planification du retour (Duval 2004). Certes, les intentions des migrants à l'occasion de ces retours ont constitué un facteur central d'investigation (King 2000; Waldorf 1995). Les perceptions des migrants eux-mêmes, ainsi que celles de leurs familles, ont donc constitué un élément clé dans l'effort d'éclairer le statut de leurs voyages et séjours. Ce sont ainsi premièrement les mots et les pratiques des migrants interviewés qui répondent à la question si leur mouvement se qualifie plutôt comme 'retour' ou comme 'circulation transnationale'. Selon Glick-Schiller, en fait, le choix du terme 'immigré' ou 'séjournant temporaire' par les migrants eux mêmes en se définissant constitue une donnée essentielle (Glick Schiller 2003: 118). En outre à la question de la durée du retour, un nombre d'autres facteurs influencent l'aboutissement du procès de retour, entre eux les raisons à la base du retour, le lieu de retour, la durée de l'expérience migratoire (Dustmann 2003; King 1986). Dans ce sens, on s'est proposé de diversifier les sujets interviewés par rapport au genre, au lieu d'origine ou de retour et aux temps migratoires (an de premier départ, ainsi que de retour).

Ces considérations amènent à l'illustration plus approfondie des techniques d'échantillonnage utilisées. En manque de données statistiques fiables sur la migration de retour (Ba 2006) et vu l'exigüité du nombre d'enquêtés prévus, il fallait utiliser des méthodes capables d'assurer une meilleure représentativité de l'échantillon. En particulier, l'échantillonnage s'est appuyé sur différentes techniques utilisées de manière conjointe: la méthode «boule de neige»¹⁰ et «par choix raisonné»¹¹. Le risqué associé à la première méthode de sélectionner sujets avec des traits similaires a été mitigé en s'appuyant à la deuxième méthode, qui a favorisé la diversification de l'échantillon selon les dimensions individuées. Un élément additionnel qui a contribué à améliorer la qualité de l'échantillon repose dans l'opportunité, dans la phase initiale d'établissement d'un premier group d'interviewés (Goodman 1961), de s'appuyer à différentes sources de contacts. D'une coté, l'utilisation d'enquêteurs locaux expérimentés qui disposaient eux-mêmes d'un réseau élargi de connaissances entre les migrants de leurs pays a permis de contacter un nombre d'interviewés sur la base des réseaux personnels de ces experts, du voisinage et des liens de parenté. De l'autre coté, les contacts des enquêteurs ont été intégrés avec ceux fournis par le BIT, l'Ambassade d'Espagne, ONG et associations de migrants, ainsi que dérivant des engagements précédents d'ENDA DIADEM dans programmes liés à la migration. Là où c'était possible et grâce à deux membres de l'équipe de recherche basés en Europe, en outre, on a exploité contacts de façon transnationale en approchant migrants de retour à partir de leur ancien pays d'immigration. La recherche s'est donc appuyé à techniques multi-situés et parallèles de recherche entre l'Afrique et l'Europe (Marcus 1995; Massey 1987). Ces dernières stratégies répondent au besoin d'identifier des techniques de recherche appropriées pour l'analyse de phénomènes migratoires transnationales et circulaires (Sinatti 2008a).

En dépit de critères solides pour la sélection des interviewés, pendant la réalisation de l'étude l'échantillonnage s'est heurté avec des difficultés dans l'identification de migrants de retour après une période d'immigration en Espagne. Au constat d'une pénurie de migrants de retour définitif, ainsi que de migrants ayant réalisé leur retour depuis quelques années en provenance de ce pays, une réorientation méthodologique a permis l'inclusion de cas qui présentaient ces caractéristiques de retour de la France et de l'Italie. Cette stratégie a permis d'une part de soutenir la diversification de l'échantillon en améliorant sa représentativité, d'autre part de promouvoir une approche comparée avec les migrants de retour de ces deux pays.

¹⁰ Cette technique prévoit de demander à chaque sujet contacté de mettre le chercheur en relation avec un autre potentiel interviewé.

¹¹ C'est-à-dire en définissant des catégories de migrants et faisant un effort actif d'inclure dans l'échantillon des cas caractérisés par des traits spécifiques. Cette méthode a favorisé la diversification de l'échantillon selon une série de dimensions définies dessus (genre, lieu d'origine et de retour, temps migratoires). Cette technique est particulièrement indiquée pour garantir l'inclusion de cas extrêmes ou rares, tels que le cas des femmes migrantes.

Le choix d'une méthodologie qualitative et une série de compromis dérivants de la durée assez limitée de l'étude imposent des limitations dans la généralisation de ses résultats, ainsi que dans la comparabilité des échantillons nationaux. Des différenciations significatives distinguent les interviewés finaux au Mali et au Sénégal relatives au genre, à la typologie du parcours migratoire et du retour, à la dimension géographique. Au Mali, l'échantillon est très largement à dominante masculine contrairement au Sénégal où les femmes représentent un tiers (35%) de l'échantillon. Si au Mali les migrants de retour (temporaire ou définitif) avec une migration à caractère plus durable ont été la dominante, au Sénégal on a choisi de contacter aussi un certain nombre de migrants saisonniers avec une expérience migratoire beaucoup plus brève¹². Quant'à la dimension géographique, dans le cas Malien les entretiens ont été entièrement réalisés dans la ville de Bamako. En dépit d'un effort actif de recruter aussi des migrants qui ont réalisé ou qui planifient leur retour dans des zones rurales et qui étaient simplement de passage à Bamako, les migrants d'origine urbaine sont surreprésentés. Le même s'applique au cas du Sénégal, malgré un effort majeur pour diversifier l'échantillon selon la zone d'origine et de retour des migrants. En dehors de Dakar, des entretiens ont été réalisés à Louga, Mbour, Saint Louis et en Casamance, ce qui a permis une plus grande diversification géographique de l'échantillon sénégalais. Néanmoins, parmi les interviewés sénégalais on enregistre toujours une prédominance de cas issus de milieux urbains, de moyennes ainsi que grandes dimensions. Ces caractéristiques des échantillons finales nous persuadent de maintenir une certaine cautèle dans la généralisation des résultats de l'étude. Le retour en milieu rural pourrait, en effet, offrir des expériences de retour assez différentes par rapport à celles analysés ici. Au Sénégal, par exemple, on sait qu'à différence d'autres pays, «les Sénégalais en partance pour l'étranger se recrutent tant dans les campagnes que dans les villes» (Tall 2008: 37), ce qui rendrait important évaluer de manière distincte les parcours de retour dans ces différents contextes. En effet, si la ville et la campagne partagent leur condition de bassin de recrutement des émigrés, elles pourraient présenter des histoires de retour bien différentes. Quant'au Mali, une étude menée sur la migration de retour suggère l'existence de profils migrants assez différents entre la région de Kayes et Bamako. Pourtant, la même étude conclut que les projets de retour sont également de succès dans la capitale que dans la région de Kayes (le Damier Mali 2006). Les différences entre échantillons nationaux ci-décrites ne permettent pas une comparabilité entre pays, mais offrent des possibilités de comparaison des déterminants du retour en plusieurs références catégorielles.

¹² Au moment de réalisation de cette étude, le Sénégal avait déjà envoyé des migrants saisonniers en Espagne à deux reprises et les voyait de retour au pays d'origine dans l'attente du prochain départ. Les mêmes programmes de migration saisonnière ont été mis en place plus tard au Mali et, à l'époque de l'étude, la première vague de migrants n'était pas encore revenue de la saison en Espagne.

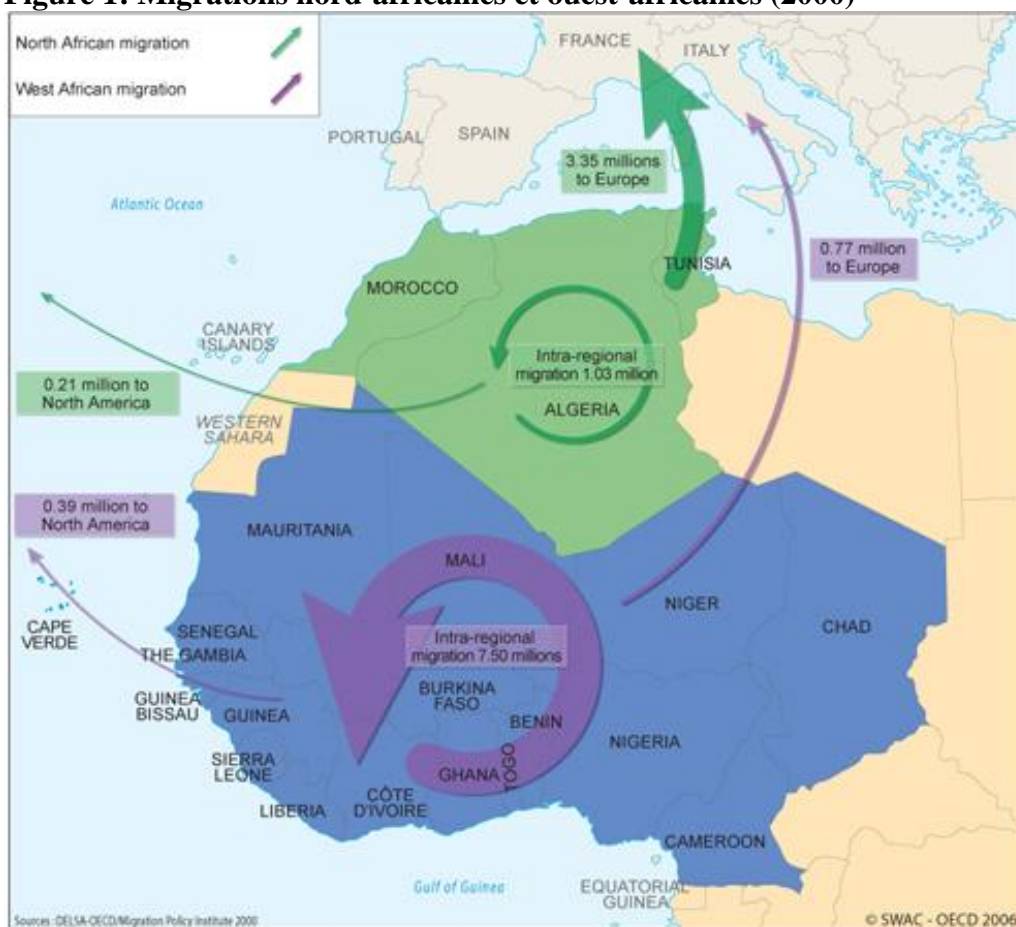
2. MIGRATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'introduction au thème de la migration de retour et au cadre général de l'étude a besoin d'être intégré avec informations sur les pays concernés par l'étude. Cette section du rapport présente donc le cadre général de ces pays. Les profils migratoires spécifiques du Sénégal, Mali et Mauritanie sont retracés et un sommaire est fourni de l'évolution de l'immigration en Espagne.

2.1 Afrique de l'Ouest et CEDEAO: profils migratoires

L'Afrique de l'Ouest a une relation ancienne avec la migration. Ce phénomène caractérise fortement les populations de la région, qui se déplacent depuis toujours soit sur la base de leur caractère nomade, soit pour des raisons liées au commerce, à la transhumance ou à la saisonnalité des travaux agricoles. Le travail occupe une place importante dans la migration intra-régionale, qui se caractérise pour sa nature traditionnellement circulaire et transnationale: les mouvements de travailleurs dans la région sont souvent saisonniers et impliquent fréquence de contacts et de retours au lieu d'origine (Cordell, Gregory, *et al.* 1996; Lalou 1996; Makinwa-Adebusoye 1992).

Figure 1: Migrations nord-africaines et ouest-africaines (2000)



Source: *Atlas de l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest*, 2006.

Comme souligné par King et ses collègues, la relation entre migration interne et internationale est souvent très étroite car de plus en plus les trajectoires des migrants deviennent multiples, complexes et fragmentés (King, Skeldon, *et al.* 2008). Selon une des rares publications qui s'intéressent au même temps à la migration intra- et extra-africaine, le mouvement migratoire dans le continent c'est toujours dirigé vers les villes côtières à partir des zones plus pauvres et rurales de l'intérieur. La fermeture de l'accès aux migrants dans les pays Ouest Africains comme le Gabon, la Côte d'Ivoire et le Nigeria, néanmoins, a poussé un plus grand nombre de migrants à s'aventurer vers l'Afrique du Sud, le Moyen Orient, l'Amérique du Nord et l'Europe (Adepoju et Hammer 1996). La circularité typique des migrations de travail intra-régionales c'est donc étendue à nouvelles destinations intercontinentales. Aujourd'hui pourtant les migrations vers l'Europe et les Etats-Unis s'accompagnent aux migrations dans le continent et sous-régionales, qui représentent néanmoins toujours la portion plus importante du mouvement migratoire (Gnisci et Trémolières 2006; Lessault et Beauchemin 2009). Comme illustré dans la figure ci-dessus, en 2000 on jugeait la portion d'Ouest Africains qui migrent dans la région approximativement dix fois plus grande que la portion de ceux qui rejouent destinations Européennes.

En 2000, on estimait que l'Afrique de l'Ouest accueillit près de 42% des migrants internationaux africains, constitués principalement par des travailleurs (Zlotnik 2003). Quant'aux flux hors du continent, les enquêtes REMUAO¹³ montrent que pour la période 1988 à 1992 les flux migratoires internationaux à partir de l'Afrique de l'Ouest intéressaient majoritairement les pays francophones (Traoré et Bocquier 1998). A l'époque, et pendant longtemps, la France a été la destination privilégiée pour ces migrants francophones, sur la base de liens linguistiques, culturels, politiques, économiques, ainsi que historiques. Après la 2^e Guerre Mondiale, et encor plus après l'indépendance de nombreux Etats Africains, la France accueillit migrants en provenance des anciennes colonies qui satisfirent sa demande croissante de main d'œuvre. La Vallée du fleuve Sénégal (au croisement entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie) était une importante zone de départ de cette main d'œuvre et le census du 1982 indiquait déjà la présence de 62.640 migrants Soninké originaires de cette région en France (Findley et Sow 1998). C'est surtout le durcissement des politiques migratoires en France à l'origine de l'élargissement des destinations migratoires, en particulier vers les pays de l'Europe méridionale, y inclus l'Espagne (King, Lazaridis, *et al.* 2000). La migration Ouest Africaine est largement motivée par des raisons économiques. Surtout dans le cas des migrations internationales de travail, les migrants sont pour la plupart hommes célibataires qui aspirent au séjour temporaire plutôt qu'à l'installation permanente dans le pays de destination (Adepoju 2005). La plupart de ces migrants, en fait, passent des longs périodes absents de chez eux, où ils laissent la famille dans l'espoir de la rejoindre dans des conditions sociales et économiques meilleures de celles antérieures au départ. A partir des années 1990 on enregistre toutefois, une féminisation des flux migratoires. Avant, «[l]a migration de femmes était vue principalement comme une 'mobilité d'accompagnement' car elle avait surtout lieu dans le cadre d'un mariage, d'une migration familiale ou encore du regroupement familial», néanmoins «aujourd'hui un nombre croissant de femmes migrent de manière autonome [...] en quête d'un travail afin de satisfaire leurs besoins essentiels et ceux de leurs familles» (Ammassari 2006: 16). Essentiellement peu qualifiés, les travailleurs et les travailleuses migrant(e)s Ouest Africain(e)s sont largement employé(e)s en Europe comme main d'œuvre non qualifié. Soit qu'il s'agit de migration régionale soit internationale, la circularité a toujours caractérisé fortement les mouvements migratoires de la région (Ouédraogo 2002). Ce n'est que dans les années récentes que ce caractère essentiellement peu qualifié et masculin de la migration Ouest Africaine «s'est enrichi de nouveaux modèles: davantage de femmes, d'étudiants et de personnes qualifiées» (Gnisci et Trémolières 2006: 7).

¹³ Ces enquêtes nationales ont été organisées de manière simultanée dans huit pays de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria et Sénégal) et ont fourni un grand nombre de données utiles à l'analyse du phénomène migratoire en Afrique de l'Ouest.

En synthèse, le profil qu'on vient de tracer montre que la migration Ouest Africaine contemporaine se caractérise d'un côté par l'importance de la dimension du travail, de l'autre côté par des traits transnationales et circulaires profondément enracinés dans l'histoire migratoire intra-régionale. Ces tendances migratoires communes à toute l'Afrique de l'Ouest se retrouvent dans le profil migratoire de chaque pays faisant partie de cette étude, illustré ci dessus.

2.1.1 Le Sénégal

Le Sénégal, avec une superficie de 196.190 km², est bordé à l'Ouest par l'Océan Atlantique, au Nord par la Mauritanie, à l'Est par le Mali et la Guinée et au Sud par la Guinée-Bissau. Une autre frontière est celle avec la Gambie, qui forme une quasi-enclave à l'intérieur du Sénégal. Ce pays est classé 156ème sur 177 sur la base de la dernière valeur de l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD 2009). De plus, l'enquête sénégalaise auprès des ménages de 2001/2002¹⁴ révèle que la pauvreté individuelle a baissé entre 1995 et 2002. La population du Sénégal est inégalement répartie sur le territoire, avec une tendance au surpeuplement et à la croissance rapide des villes au détriment des campagnes. Cette situation démographique a naturellement des répercussions sociales et économiques, notamment en termes d'emploi. La population active n'ayant pas du travail est estimée entre 40 et 50 % (Ministère de l'Economie et des Finances 2004).

Le Sénégal a toujours été un pays à la fois de départ et de destination des flux migratoires. Bien avant l'indépendance du Sénégal en 1960, des travailleurs et étudiants d'Afrique de l'Ouest entraient dans le pays à la faveur, d'une part de sa position politique, et d'autre part des bassins agricoles durant les années de la colonisation. Ces mouvements étaient favorisés par l'organisation de l'Afrique Occidentale Française (AOF), effectué par le pouvoir colonial français, comme espace de libre circulation des biens et des personnes depuis le début du XXe siècle. Les travailleurs, pour la plupart saisonniers, venus des pays voisins se sont souvent installés dans le bassin arachidier pour exploiter les terres (Fall 2003; Ndione et Broekhuis 2006; Bruzzone, Fall, *et al*, 2006). Ces mouvements se sont poursuivis jusqu'aux années 1970 où les flux en entrée dans le pays étaient plus importants que le flux en sortie des Sénégalais. Le courant migratoire s'est inversé par la suite, entre 1975 et 1980, occasionné par les conditions de vie de plus en plus difficiles au Sénégal et le succès des premiers émigrants sénégalais en Afrique et en Occident. Initialement, ces flux migratoires se sont orientés dans leur majorité vers d'autres pays d'Afrique et quelque peu vers l'Occident (Robin 1996).

La migration sénégalaise en France trouve ses origines dans la Première Guerre Mondiale, quand plusieurs sénégalais employés comme marins sur les lignes coloniales ont été recrutés comme *tirailleurs* (Duval 2005). Beaucoup d'entre eux ont fini par s'établir en France, employés comme travailleurs non qualifiés dans le secteur industriel ou comme dockers dans les ports. Des nouveaux arrivés en France furent alimentés d'abord par le boom économique des années 1960, puis par les sécheresses qui ont affecté le Sénégal pendant les décennies à suivre. A partir des années 1970 le déclin du système industriel en occident a poussé les Sénégalais en France à s'investir de plus en plus dans activités entrepreneuriales, provoquant le développement d'un système commercial formel et informel vigoureux (Bava 2003; Bertoncello et Bredeloup 2000). Cette forte émigration traditionnellement dirigée vers la France, est suivie dans les dernières années d'une diversification des destinations des migrants sénégalais qui se tournent de plus en plus aussi vers les pays de l'Europe méridionale et vers les Etats-Unis (Fall 2003). Dans ce cadre, l'Espagne est devenue une importante nouvelle option. Parmi les changements récents du profil migratoire sénégalais, il faut souligner aussi un élargissement de l'espace d'origine. La vallée du Fleuve Sénégal, foyer

¹⁴ Les résultats de cette enquête, connue avec le nom ESAM II, ont été publiés par le Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal en 2004.

historique de départ, a cédé le pas aux régions de Dakar et de Diourbel où les grandes villes (premièrement Dakar et Touba) sont lieux de départ de plus en plus importants.

Avec une population totale de presque 12 millions d'habitants, on estime que environ 2 millions de Sénégalais vivent couramment à l'étranger. Les migrants sénégalais sont généralement motivés par le besoin d'aider financièrement leur famille une fois en Europe et aux USA. Toutefois, ils espèrent un jour de revenir au pays pour investir et créer une activité. Ils portent souvent l'espoir d'au moins une famille qui a investi pour leur départ (Fall 2007). Différentes formes de migrations sont pratiquées par les émigrants sénégalais. Certains émigrent de façon régulière pour rejoindre leurs familles, pour des études et pour des travaux saisonniers ou temporaires. Autres accèdent aux pays de destination par la voie illégale, vu que le Sénégal est récemment devenu un point de départ important pour les migrants des pays voisins ainsi que pour ses propres candidats à l'émigration. En particulier, les côtes sénégalaises sont devenues un pôle de transit entre le Continent et l'Europe (Gonin et Robin 2006) suite à l'introduction de la part de l'Europe d'efforts de contrôle des mouvements migratoires de plus en plus draconiennes et au transfert des mesures correspondantes directement dans les pays du Sud (de Haas 2007a).

La migration sénégalaise a un fort caractère circulatoire. Nombreux études menés dans différents pays d'accueil ont souligné les réseaux transnationaux commerciales (Amin 1969; Bertonecello et Bredeloup 2000) et religieux des migrants sénégalais (Bava 2003; Ebin 1996). En particulier, des forts traits transnationaux ont été enregistré dans les nouvelles destinations migratoires européennes des sénégalais, notamment l'Italie (Riccio 2007) et l'Espagne (Jabardo-Velasco 2006). Cette nature des réseaux migratoires orientés vers le pays d'origine explique l'ampleur des transferts effectués par la diaspora sénégalaise (Jettinger 2005). En 2008, selon le Ministère pour les Sénégalais de l'extérieur, les seuls transferts financiers étaient équivalents à 450,5 milliards de Francs CFA (7,6% du PIB).

2.1.2 Le Mali

Avec une superficie de 1.240.000 km², le Mali est un pays continental qui partage ses frontières avec 7 pays de l'Afrique: Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Algérie et Guinée Conakry. Cette position charnière lui offre plein de potentialités en termes de mobilité des personnes et des biens, ce qui est confirmé par une longue tradition migratoire. Les Maliens choisissent de migrer dans différents pays, où ils trouvent à s'employer et à accumuler ainsi des ressources financières qu'ils investissent de préférence au Mali (Barten 2009; Gubert 2002; Keita 2009; Quiminal 2002; Yatéra, Timéra, *et al.* 2000).

Historiquement, les différents empires (Waga du Ghana, du Mali) et royaumes (Bambara de Ségou, Peulh du Macina, etc.) ont «provoqué de grands mouvements de populations, du fait du commerce entre les villes attractives que ces grands ensembles politiques ont suscité, mais aussi du fait des guerres. Le processus colonial n'a pas bloqué ces mouvements» (Lecomte 2009: 50), qui ont continué pendant la période coloniale à l'intérieur de l'AOF. Des importants flux migratoires régionales trouvaient, à l'époque, leurs origines dans le nomadisme pastorale des Fulbé (de Bruijn, van Dijk, *et al.* 2001). Par contre, la migration des Maliens hors du continent se dirigeait essentiellement vers la France et consistait surtout de militaires, avec une incidence mineure d'étudiants, cadres administratifs et marins. Pendant les années 1960 des flux importants vers la France se développent en provenance de la région de Kayes, formés de migrants d'ethnie Soninké installés le long du fleuve, vers la frontière entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Les besoins de main d'œuvre en France permettent à ces migrants de trouver facilement emploi sur les chantiers et dans les usines. C'est dans cette période que les communautés de Maliennes en France se forment, en dépit d'une migration fortement orienté vers le retour au pays après quelques années de travail à l'extérieur. L'introduction du visa par la France en 1982 signe l'exploration de nouvelles itinéraires migratoires en direction d'autres pays Européens, y inclus l'Espagne.

De nos jours, la migration concerne tous les groupes ethniques, tous les deux sexes et toutes les régions du Mali, même si la région de Kayes reste la plus grande pourvoyeuse de main-d'œuvre. «Dans cette région, la migration internationale concerne presque deux ménages sur trois et touche 5 à 6% de la population en âge de travailler» (Merabet et Gendreau 2007: 19). Une émigration importante caractérise aussi la région de Sikasso et la capitale Bamako. Même s'il est difficile de donner des chiffres exhaustifs du nombre de Maliens vivant à l'étranger (Merabet et Gendreau 2007), on peut à travers les données accessibles fournir des indications. Selon la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur (Keita 2008), on estime à 4 millions le nombre de Maliens établis à l'étranger dont plus de 3,5 millions en Afrique. La diaspora malienne représente environ le 1/3 de la population totale du pays. Comme dans les autres pays Ouest Africains, au fil des ans, un processus de féminisation a été connu même dans la migration malienne (Trauner 2005).

La migration Malienne a toujours été caractérisée par des liens solides avec les communautés d'origine et une forte propension au retour (Manchuelle 1997). C'est surtout l'ancrage historique des migrations maliennes qui «a forgé l'organisation de la communauté d'immigrés ainsi que leur attachement au lieu d'origine. Ces éléments favorisent une importante circulation de personnes, d'argent, de biens et d'informations entre les différents points du circuit migratoire ainsi que la mise en place de véritables communautés transnationales. La solide organisation communautaire des immigrés maliens, combinée à l'évolution des contextes du pays d'accueil et de la zone de départ, va favoriser l'émergence au sein de la communauté d'immigrés, d'associations tournées vers le développement de la région d'origine» (Merabet et Gendreau 2007: 12-13). C'est ainsi que le volume des transferts vers le Mali a pu rejoindre son importance courante. En 2002, les transferts officiels des migrants correspondaient à 157,38 milliards de FCFA, équivalents au 6,67% du PIB (Keita 2005). A côté de l'importance des transferts financiers des migrants, les données du *census* conduit en 1998 soulignent aussi l'incidence de la migration de retour au Mali, avec une prépondérance des retours à partir de la Côte d'Ivoire et de la Mauritanie. Les retours de France ne représentaient, à cette époque, qu'une portion assez minoritaire du phénomène¹⁵. A côté de la quantification de ces retours, on ne dispose pas d'informations additionnelles sur les modalités de réinstallation au pays de ces migrants. Cependant, sur la base de recherche menée récemment dans la région de Kayes, on sait que les migrants de retour en provenance de France y ont travaillé longtemps et souvent ne reviennent au pays qu'au moment de la retraite Quiminal (2002).

2.1.3 La Mauritanie

La Mauritanie est un pays de l'Afrique de l'Ouest d'une superficie de 1.030.700 km² et d'une population à près de 3 millions d'habitants. A différence du Sénégal et du Mali, la migration Mauritanienne est caractérisée par un manque substantiel de données viables et d'études dédiées. Cependant, la Mauritanie est à la fois pays d'immigration, pays de transit et pays d'émigration.

La Mauritanie, en effet, occupe depuis longtemps une position importante dans les mouvements migratoires en Afrique et un nombre significatif d'immigrés y résident, estimables en environ 300.000 personnes (Malainine 2005). Le peuple mauritanien, fortement imprégné de traditions nomades, ne portait pas jusqu'à récemment de regard particulier sur les populations qui traversaient son territoire puisque lui-même était en mouvement permanent. Ce n'est qu'à partir de l'indépendance en 1960 et de la sédentarisation autour des grandes villes, que les autorités mauritaniennes ont voulu réglementer la migration. Aujourd'hui, ce sujet devient de plus en plus important, vu l'emplacement de la Mauritanie entre l'Europe et l'Afrique qui en fait un trait d'union entre le Maghreb et l'Afrique sub-saharienne. En effet, la position géographique de la Mauritanie a depuis quelques années fait de ce pays une direction de prédilection des migrants voulant rallier

¹⁵ Ces observations sont basées sur les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) mené en 1998 et élaborés par la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) du Mali. Une synthèse de ces données est présenté dans Ba (2006).

l'Europe. Le pays est ainsi devenu une importante étape au long des routes de la migration irrégulière en provenance de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe et souvent ces migrants de transit finissent par rester pour un temps considérable dans le pays (de Haas 2007a; Collyer 2007). Grâce à sa position géographique, la Mauritanie est aussi une destination fréquente pour les réfugiés provenant des pays limitrophes (Fresia 2009; Lindstrom 2002).

La Mauritanie a aussi une longue histoire d'émigration et en 2004 la diaspora Mauritanienne a été estimée en 250.000 personnes vivant à l'extérieur du pays, soit environ 10% de la population du pays (Ba 2006; Malainine 2005). Parmi les destinations traditionnelles de l'émigration Mauritanienne on doit rappeler les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar) et la Lybie, les pays Africains limitrophes (comme la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée Bissau, le Sénégal) et l'Europe. En particulier, la France est depuis longtemps une destination pour les Soninké de la vallée du Fleuve située au Sud du pays. En outre, l'Espagne «est quasiment frontièr[e] à la Mauritanie de par la proximité géographique des Iles Canaries avec lesquelles d'importants échanges ont été tissés au cours des trois dernières décennies, notamment à travers l'exploitation du secteur de la pêche maritime» (Saleh 2008: 4).

La circulation a toujours caractérisé en manière importante la migration mauritanienne. Bensaad (2009) identifie deux systèmes migratoires comme centrales au mouvement de personnes en Mauritanie. Il s'agit d'une coté du système commercial boutiquier établi par les Maures au Sénégal et au-delà, et de l'autre coté du système de migration saisonnière agricole de la communauté négro-africaine installée dans la vallée du fleuve Sénégal. En dépit de différenciations, ces deux systèmes migratoires reposent tous les deux sur des mécanismes de circulation. La migration Maure a toujours maintenu une forte orientation vers l'Afrique noire. Le mouvement migratoire vers l'Europe n'intéresse, donc, que les populations négro-mauritaniennes et se caractérise par des hommes seuls d'ethnie Soninké installés principalement en France. Comme dans le cas du Sénégal et du Mali, la migration mauritanienne en Europe «reste fortement liée aux localités d'origine. Ce lien s'exprime par un relatif important transfert d'argent» (Bensaad 2009: 176). Néanmoins, «[l]es ressources mobilisés par les migrants négro-africains ne dépassent pas leur communautés villageoises d'origine et ne s'investissent pas dans des actions de développement» (*ibidem*), ce qui signifie que l'impact de la migration et de sa forte orientation vers le retour au pays d'origine rarement montre ses effets au delà de la vallée du fleuve.

2.2 L'Espagne, nouveau pays d'immigration

L'Espagne a été longtemps un pays exportateur de migrants vers l'Amérique du Sud et, plus tard, vers l'Europe Septentrionale. Ce n'est que dans les dernières décennies du XXe siècle que la direction de ces flux migratoires change et l'Espagne devient une destination pour travailleurs migrants d'outre-mer, largement provenant de l'Afrique du Nord et l'Amérique Latine. Ce nouveau rôle de l'Espagne est motivé par l'action conjointe de plusieurs facteurs: l'introduction de politiques de restriction de l'accès aux pays traditionnellement attracteurs de main d'œuvre immigré en Europe, la fin des programmes 'guest workers' et la proximité géographique en particulier avec les côtes africaines. Ces éléments ont contribué à transformer l'Espagne et autres pays européens jusqu'à l'époque utilisés de façon purement transitaire (comme l'Italie et le Portugal), en pays d'immigration tout cour (Cangiano et Strozza 2008; King, Lazaridis, *et al.* 2000).

Selon les dernières statistiques, l'Espagne compte aujourd'hui une population étrangère régulièrement résidente sur son terroir d'environ 5.600.000 personnes¹⁶. Les immigrés en provenance des pays concernés par cette étude ne représentent qu'une petite portion de ce total et se distribuent selon le tableau suivant:

¹⁶ Source: Instituto Nacional de Estadística (INE) sur la base de données fournies par le Padrón Municipal au 1/01/2008. Voir: www.ine.es.

Tableau 1.			
Population étrangère par genre et pays d'origine, 2008			
	MALI	MAURITANIE	SENEGAL
Hommes	18.353	7.965	39.130
Femmes	1.351	1.951	7.490
% femmes	7,36%	24,49%	19,14%
Total	19.704	9.916	46.620

Source: Instituto Nacional de Estadística www.ine.es

En effet, les Oues Africains ne constituent qu'une partie assez minoritaire de l'immigration en Espagne, où «les communautés sud-américaines sont deux fois plus importantes que les communautés africaines parmi lesquelles les Marocains sont majoritaires» (Gnisci et Trémolières 2006: 5). La situation est assez différente en Belgique, Portugal et France, où les Africains représentent plus de la moitié de la population immigré (*ibidem*). Comme le montre le tableau ci-dessus, la communauté des immigrés en provenance de l'Afrique de l'Ouest est constituée pour la plupart de sénégalais, suivis d'une présence importante de maliens et d'un nombre assez plus réduit de Mauritanien. Comme dans d'autres pays d'Europe, les premiers deux groupes de migrants (c'est-à-dire les Sénégalais et les Maliens) ont montré une forte propension à la vie associative et un engagement actif dans le pays d'origine avec la promotion d'initiatives de développement local (Jabardo-Velasco 2006; Keita 2008; Suárez Navaz 1995). C'est aussi important de noter un taux significatif de présence féminine, surtout entre les migrants mauritaniens et sénégalais.

Les migrants légaux et irréguliers jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie espagnole. A différence du cas des mouvements migratoires du passé vers les pays Européens traditionnels importateurs de main d'œuvre, en Espagne et dans l'Europe du Sud en général les travailleurs migrants ont trouvé leur insertion dans le marché du travail local en occupant des positions largement non-désirables pour les autochtones. Par conséquent les travailleurs migrants en Espagne sont généralement occupés dans des positions déqualifiés des secteurs industriel et des services. C'est ainsi aussi qu'un grand nombre d'immigrés d'origine africaine est employé dans le secteur agricole (Hoggart et Mendoza 2002). Etudes menées en Espagne sur l'insertion professionnelle des migrants démontrent que les travailleurs migrants sont en situation de désavantage par rapport aux autochtones, car ils ont une probabilité mineure d'être employés par rapport aux espagnoles avec les mêmes qualifications (Amuedo-Dorantes et de la Rica 2007; Cachon Rodriguez 2002; Fernández et Ortega 2008). Cette situation a des répercussions importantes en situation de crise économique comme celle courante. Les immigrés, en fait, sont couramment les plus affectés par cette condition.

La brève durée du phénomène migratoire en Espagne explique un engagement de la part du Gouvernement espagnol dans la mise en place de politiques spécifiquement dédiées à la migration qui est encore en pleine évolution. Ce n'est qu'autour des années 1990 que l'immigration est devenue un thème d'intérêt politique central et un sujet source de débats animés entre l'opinion publique. Le nombre croissant de résidents étrangers, les polémiques autour des réformes de la législation migratoire, l'établissement du cadre connu comme le Plan GRECO¹⁷, ainsi que les difficultés d'implémentation du programme des quotas de travailleurs en 2002 ont fait de la migration un des thèmes plus chauds dans les media et la deuxième "question nationale" par ordre d'importance après le terrorisme (Ortega Pérez 2003).

¹⁷ Le Plan GRECO (Programa Global de Regulación y Coordinación de la Extranjería e Inmigración) était désigné pour adresser différents aspects de la gestion de la migration en accord avec l'approche plus générale de l'UE. Voir http://www.ilo.org/dyn/migpractice/migmain.showPractice?p_lang=en&p_practice_id=10.

L'Espagne a ainsi mis en place des programmes de régularisation massive des migrants au cours des années 1990¹⁸. Ces occasions ont révélé un nombre de personnes en situation d'irrégularité qui dépassait les prévisions, ce qui a poussé le Gouvernement à entreprendre une politique plus claire de gestion de l'immigration (OIM 2004). Depuis lors, une longue série d'interventions législatives et de mesures pour la régulation du phénomène migratoire a été largement influencé par une attitude générale vers l'immigration caractérisé par une forte appréhension publique d'une vague incontrôlée d'immigrés en provenance des pays en voie de développement, et la diffusion d'un racisme croissant suivi de manifestations de violence contre les migrants. Un nombre d'accords ont été cherchés avec les pays d'origine des migrants. En particulier, et en dépit de l'exigüité des migrants en provenance de cette région, l'Espagne a élaboré une politique de coopération en matière de migration consistante avec les pays de l'Afrique sub-saharienne. En Afrique de l'Ouest, le Gouvernement espagnol a récemment signé accords bilatérales avec la Mauritanie et le Sénégal (2007) et avec le Cap Vert (2008). En outre, accords provisoires sont en place avec la Gambie (2006), la Guinée et le Mali (2007). Ces accords jettent les bases pour que les citoyens de ces pays puissent avoir un plus large accès au marché du travail espagnol (Newland, Agunias, *et al.* 2008: 11).

En ce qui concerne le retour des migrants vers leurs pays d'origine, l'Espagne s'est investie quasi exclusivement dans mesures pour le retour involontaire (c'est-à-dire forcé) des migrants non désirés (comme par exemple les irréguliers et ceux qui ont été trouvés coupables d'un crime) et de manière assez plus limité pour le retour volontaire de migrants en situation régulière. Ces dernières interventions ont été mises en place à partir de 2001 (OIM 2004) et s'adressent largement aux étrangers qui vivent en situation de précarité et qui sont à risque d'exclusion sociale. Deux exemples de programmes de cette nature sont implémentés couramment. Le premier plan est géré directement par l'INEM, un service de l'Etat rattaché au Ministère de Travail et de l'Immigration. Avec le soutien de l'OIM et d'autres ONG spécialisés, ce programme fournit renseignements, un billet de retour et une aide financière assez limitée à migrants en situation précaire. Selon les données fournies par l'OIM, un nombre assez réduit de migrants d'origine des pays de cette étude ont bénéficié de cette initiative¹⁹. Un deuxième plan est géré par le Ministère de Travail et de l'Immigration à travers sa Direction Générale de l'Intégration des Immigrés. Il s'agit d'un plan d'aide au retour pour les immigrés sans emploi initié en 2008, qui permet aux étrangers inscrits au chômage de bénéficier de deux ans d'indemnités dans leur pays d'origine. La mesure concerne les citoyens de 19 pays²⁰ ayant signé une convention bilatérale avec l'Espagne en matière de sécurité sociale. Les pays objet de cette étude ne sont pas concernés par ce plan²¹.

¹⁸ Plus récemment, il faut aussi rappeler une régularisation massive qu'a touché environ 580.000 travailleurs migrants en situation irrégulière. Cette mesure a intéressé plusieurs des migrants contactés dans le cadre de cette étude. Voir http://www.ilo.org/dyn/migpractice/migmain.showPractice?p_lang=en&p_practice_id=23.

¹⁹ Entre 2003 et 2008 aucun Mauritanien, 2 Maliens et 17 Sénégalais ont reçu une assistance au retour volontaire.

²⁰ Notamment Andorre, Argentine Australie, Brésil, Canada, Chile, Colombie, Equateur, Etats-Unis, Russie, Philippines, Maroc, Mexique, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Tunisie, Ukraine, Uruguay et Venezuela.

²¹ Informations supplémentaires sur ces deux programmes sont disponibles sur le web. Pour renseignements ultérieurs, consulter le site de l'OIT http://www.ilo.org/dyn/migpractice/migmain.showPractice?p_lang=en&p_practice_id=29 et les suivants deux sites espagnols http://www.planderetornovoluntario.es/index_uno.html et http://www.mtas.es/es/migraciones/Integracion/IntegraInmigrantes/docs/Info_General_Programa_Retorno.pdf.

3. HISTOIRES DE MIGRATION ET DE RETOUR

Le cadre migratoire général présenté dans la section précédente et relatif aux pays de départ ainsi qu'à l'Espagne comme nouvelle destination migratoire, nous permet de revenir sur les questions que cette étude s'est proposée d'investiguer. En particulier, les arguments exposés dans la première section de ce rapport nous poussent vers l'investigation des pratiques de retour des migrants au Mali et au Sénégal. Les entretiens réalisés avec travailleurs migrants dans ces deux pays permettent d'explorer les défis et les difficultés auxquelles font face les migrants dans la réalisation de leurs projets de retour dans le pays d'origine. Après une introduction descriptive des caractéristiques des sujets enquêtés, cette section du rapport présente une analyse des formes de retour pratiquées. A partir des interprétations des migrants interviewés, les perceptions qu'eux-mêmes donnent du retour seront exposées. Un accent particulier sera posé sur les aspects professionnels du retour, notamment le travail et les projets entrepreneuriaux des migrants de retour. Les formes de soutien (formelles ou, le plus souvent, informelles et de nature familiale) au retour seront aussi discutées. La famille et les changements amenés par le retour dans les rapports familiaux, entre genres et générations, seront l'objet d'un paragraphe dédié. En conclusion, les principales difficultés dénoncées par les migrants de retour compléteront cette section.

3.1 *Migrants de retour*

Les trente-cinq (35) interviewés ciblés au Mali ont un âge compris entre 26 et 46 ans. Avec une seule exception, tous les enquêtés étaient célibataires au moment du départ et nombreux d'entre eux se sont mariés à l'occasion de retours temporaires au pays pendant leur expérience de migration. L'échantillon sénégalais est beaucoup plus diversifié par rapport à l'âge des migrants, compris entre les deux extrêmes de 22 et 46 ans si on exclut l'exception de six (6) personnes âgées entre 50 et 60 ans. Plus de 2/3 des trente-cinq (35) interviewés sénégalais étaient déjà mariés et chefs de famille avant de devenir migrants, avec un nombre de célibataires de seulement dix (10) personnes. Dans les deux pays, le cadre de ces choix matrimoniaux confirme une orientation à la migration circulaire et au retour. En effet, avant ou après quelques ans de migration, la plupart de ces enquêtés maliens et sénégalais ont investi dans la création d'une famille dans le pays d'origine, se classifiant en plusieurs cas comme pères et mères avec des enfants vivants au pays.

Avant de partir, la plupart des enquêtés avait une profession dans le secteur formel ou informel. Les maliens s'investissaient surtout dans le commerce (avec une boutique propre ou familiale, ainsi que dans la débrouillardise telle que la vente de café, des produits dérivés de la patte d'arachide etc.), l'agriculture, le secteur des transports (conduiseurs de charrette et de camion), dans l'artisanat (fabrication de chaussures, de cadres photo), la mécanique et même dans le trafic illicite transfrontalier. Un seul enquêté a déclaré d'être inoccupé et trois venaient de terminer leurs études. Au Sénégal, la situation d'emploi avant la migration était similaire: les enquêtés étaient engagés comme pêcheurs dans le cadre de l'activité familiale, chauffeurs, commerçants à propre compte, gérants d'une activité informelle de transports (taxi clandos), opérateurs dans le tourisme et la restauration, soudeurs, maçons, agriculteurs, tailleurs. Quatre (4) enquêtés étaient encore étudiants. Seulement quatre (4) sénégalais ont déclaré d'être inoccupés et de n'avoir pas un métier, néanmoins

dans deux cas il s'agissait de femmes qui s'occupaient du ménage familial²². Au Sénégal on a aussi enregistré quelques cas de personnes qualifiées et avec un travail prestigieux et solide au pays (un chargé de la saisie informatique dans un important Institut de recherche, un fonctionnaire Ministériel et un enseignant), qui ont préféré quitter leurs sécurités pour se lancer dans l'aventure migratoire. Cette situation générale témoigne que ceux qui s'engagent dans la migration souvent ne sont pas parmi les plus vulnérables dans le pays. Plusieurs études, en fait, confirment que l'émigration demande d'abord la disponibilité de ressources (Kómoláfé 2002; Mendola 2006; van Dalen, Groenewold, *et al.* 2005).

L'aspect le plus intéressant, dans le cadre de cette étude, se trouve dans la nature des retours enregistrés parmi les interviewés. Entre les maliens, seulement cinq personnes (14% de l'échantillon) se qualifient comme migrants de retour définitif. Néanmoins, il s'agit de personnes qui font aujourd'hui des navettes entre le Mali et l'Espagne ou la France dans la gestion de leurs activités économiques courantes. A l'exception d'un migrant qui ne dispose plus d'un permis de séjour et d'un autre qui a entretemps acquiert la double nationalité, tous les autres déclarent un retour de nature temporaire et maintiennent un titre de séjour valide dans le pays d'immigration. La situation des enquêtés sénégalais présente une plus haute incidence de cas de retour définitif (14 sur 35, c'est-à-dire 40% des interviewés, dont huit revenant d'Espagne et les autres ayant vécu une expérience migratoire en Italie ou en France). Ce cadre confirme la nature fortement diversifiée de la migration de retour et la coexistence de formes de réinstallation permanente dans le pays d'origine avec formes de retour temporaire.

Quant'à la durée de l'expérience migratoire (et du retour), la plupart des maliens à émigré tout récemment²³. Ce qui explique aussi la courte durée des expériences de retour. Ceux qui ont réussi à rentrer définitivement et qui sont au présent engagés dans des navettes sont rentrés vers la moitié des années 2000, avec une expérience migratoire d'environ cinq ans. Les sénégalais ont émigré pour la première fois entre 1979 et 2007, avec l'exception des migrants saisonniers consultés, qui ne sont partis la première fois qu'entre 2007 et 2008, quand ces accords ont été mis en œuvre la première fois. Quatorze (14) migrants sénégalais ont déclaré d'être rentrés de manière définitive au pays d'origine et, entre eux, huit personnes sont revenues d'Espagne²⁴. Vent-et-un (21) interviewés sénégalais ont déclaré d'être provisoirement de retour, même s'il faut souligner que c'est entre ces derniers qu'on a enregistré tous les quinze (15) cas de migrants saisonniers. Seulement neuf (9) des migrants rentrés de manière définitive ne possèdent plus un titre de séjour en cours de validité, en dépit d'un retour même récent, qui date de 1-2 ans. La plus grande partie de l'échantillon, néanmoins, garde précieusement la possibilité de repartir soit grâce à un permis de séjour valide, soit sur la base des accords de migration saisonnière.

Dans l'ensemble l'étude enregistre peu de retours définitifs en provenance d'Espagne dans tous les deux pays, par rapport aux retours à partir des destinations plus anciennes (en particulier la France). La nature de cette étude rend impossible de donner une explication avérée à cette difficulté de rencontrer des cas de migration définitive en provenance d'Espagne. D'un côté, on pourrait supposer une croissance des tendances à la circulation migratoire, néanmoins on pourrait aussi suggérer que le manque de cas de retour définitif soit dû à la courte durée de l'histoire migratoire en Espagne. L'échantillon sénégalais, en fait, montre que les migrants de retour définitif étaient presque à l'unanimité partis pour la première fois avant l'an 2000 et ont passé en moyenne onze années à l'étranger.

²² La prépondérance de personnes ayant une occupation avant le départ est confirmé aussi par les statistiques nationales, qui indiquent que 45,9% d'occupés, 29% d'inoccupés, 14,2% étudiants, 6,6% de femmes (ou hommes) de ménage et 4,2% d'autres cas d'inoccupation (Ba 2006: 66).

²³ Une personne était partie pour la première fois en 1981, dix pendant les années 1990 et le reste de l'échantillon (24 personnes) largement au début des années 2000 selon la distribution suivante: 7 personnes en 2000, 2 personnes en 2001, 7 personnes en 2002, 2 personnes en 2003, 4 personnes en 2004, une personne en 2005 et une en 2008.

²⁴ Les restants six personnes étant rentrées de l'Italie et de la France.

Les motivations à la base du retour constituent une autre donnée assez intéressante offerte par les entretiens réalisés dans le cadre de cette étude. L'analyse de la migration de retour, néanmoins, demande de considérer aussi les motivations à la base du départ au début du parcours migratoire. Comme souligné déjà en 1998 par des travaux au sein du Network on Migration Research in Africa: «il y a une grande variabilité des raisons du retour, mais ces dernières sont intrinsèquement liées aux objectifs d'émigration initiaux»²⁵ (NOMRA 1998: 10). Les déterminants de la migration au Mali comme au Sénégal sont à la fois économiques et socioculturelles. L'absence d'opportunités locales et la pauvreté croissante des populations sont parmi les principales motivations économiques à l'origine des départs. Toutefois, il est aussi largement reconnu qu'en «Afrique occidentale, la migration n'est pas qu'un simple instrument de mobilité économique, elle est également considérée comme un processus au cours duquel un garçon peut atteindre sa maturité (Bakewell 2009). Pour certains groupes au Mali, en Mauritanie et au Sénégal, la migration est un rite de passage: c'est grâce aux connaissances et à l'expérience acquises en voyageant que les jeunes adolescents deviennent des hommes (Ba, Awumbila, *et al.* 2008)» (PNUD 2009: 90). Cette tendance est confirmée aussi par les entretiens réalisés dans le cadre de cette étude. Dans leurs réponses autour des motivations à la base de leur départ, les interviewés associent l'espoir de trouver un travail et l'amélioration de la propre situation économique avec l'ambition de mieux répondre aux obligations familiales ou de gagner un rôle de plus grande responsabilité au sein de la famille. C'est le cas de cet interviewé sénégalais, qui bien exprime la situation:

«J'ai émigré pour trouver du travail. J'étais l'aîné de la maison et il fallait que je fasse quelque chose pour prendre la relève de mon père» (sen 11).

Presque l'unanimité de l'échantillon cite donc l'amélioration de la propre situation économique à l'origine de la décision d'émigrer. Cette dimension économique, toutefois, perd son importance dans la décision de rentrer au pays. Comme le soulignait Bovenkerk (1974: 21), en fait, quand l'avancement économique est la motivation principale du départ, rarement le pays d'origine peut élever ses conditions d'une manière qui puisse le rendre aussi intéressant que le pays d'accueil. En outre aux agents d'ordre économique, la littérature sur la migration de retour illustre le plus souvent que facteurs tels que les liens familiaux et la nostalgie du pays natal ont un poids important dans la formulation du retour. Dans la typologie quadripartite des migrants de retour proposée par Cerase (1974), par exemple, on trouve: a) le retour de faillite, pour l'incapacité d'atteindre ses objectifs; b) le retour conservateur, animé par le désir de réunification avec la famille et par la nostalgie du pays natal; c) le retour des retraités²⁶; d) le retour innovateur, capable de promouvoir transformations sociales et économiques post-migratoires²⁷. Surtout quand le migrant avait depuis toujours planifié le retour, comme dans le cas des migrants considérés ici, nos données montrent que le poids des facteurs économiques est mélangé avec d'autres éléments. En reprenant la typologie proposée par Cerase, les données collectés dans le cadre de cette étude étalent que la plupart des migrants décident de rentrer au pays sur la base d'une combinaison de motivations d'ordre économique et non économique, en particulier de nature familiale. Référence à un facteur, donc, n'exclut pas nécessairement les autres:

«Je veux juste revenir et travailler pour développer le pays» (mal 25).

«Pour moi, le retour se concrétise par la matérialisation des investissements, mais aussi les retrouvailles avec les siens» (sen 14).

«J'ai ma femme ici et non là-bas, je reviens pour la voir, pour voir mes parents, pour mettre en place une activité» (mal 06).

²⁵ «The reasons for return vary widely, but are intimately related to the objectives for migrating in the first place». TdA.

²⁶ Qui, il faut le rappeler de nouveau, vont au delà des objectifs de cette étude.

²⁷ Ce dernier group a récemment été repris par plusieurs chercheurs intéressés au potentiel en termes de développement de la migration de retour (Cassarino 2004; Olesen 2002; Tiemoko 2004).

«Le retour pour moi, c'est se ressourcer, c'est retrouver la famille, retrouver ses origines, retrouver le Sénégal. Je peux dire que c'est une façon pour moi de me rappeler que je suis sénégalaise» (sen 12).

Ces résultats sont confirmés aussi par l'affirmation de Gmelch, qui suggère en accord avec la plupart de la littérature sur la migration de retour que «le désir d'être en compagnie de ses proches et ses amis» et «la loyauté ou l'allégeance vers la société d'origine» sont parmi les raisons les plus populaires du retour²⁸ (Gmelch 1980: 139). Quant'aux cas de retour de faillite, nos données confirment que la plupart des migrants qui considèrent de n'avoir pas eu succès en migration, évitent en fait le retour pour ne pas admettre leur échec (Bovenkerk 1974).

Les motivations qu'on vient de discuter n'épuisent pas les différents facteurs à la base de la migration de retour. Les raisons citées, en fait, caractérisent une migration de retour qui est largement *volontaire*. Le retour de nature *forcée*, par contre, se dépeint par la référence à conditions que le migrant lui/elle-même n'est pas dans les conditions de contrôler. La nature volontaire ou forcée du retour a une importance stratégique dans ses répercussions pour le migrant et pour son entourage immédiat. On peut parler de retour forcé notamment dans le cas des refoulés et des rapatriés, qui n'ont pas été pris en considération dans le cadre de cette étude. On pourrait néanmoins questionner la nature volontaire du retour aussi dans certains cas qui ont été incorporés dans ce travail et notamment le cas des migrants saisonniers (obligés à rentrer, peine tomber dans un statut irrégulier et la perte de l'opportunité de profiter d'autres contrats saisonniers) ainsi que des migrants rentrés à cause de la crise économique courante (le manque de travail les incitant au retour pour éviter de faire face au chômage en Espagne). Ce dernier cas a été enregistré assez fréquemment parmi ceux de retour temporaire au pays:

«Depuis début juin 2009 je suis de nouveau retourné à Bamako, parce qu'il n'y avait pas d'emploi en Espagne. [...] C'est à cause du chômage que je suis là, j'attends un peu. On nous délivre les papiers afin qu'on travaille mais quand l'emploi vient à manquer comme c'est le cas, c'est difficile» (mal 01).

Plusieurs ont déclaré, comme cet interviewé, que leur retour était provisoire et provoqué par la crise mondiale courante. Le manque de travail en Espagne les a convaincus de profiter de la situation pour «se regarder au tour» dans le pays d'origine et y passer quelques temps pour essayer de planifier un retour définitif. D'une côté l'utilisation des séjours de brève durée et des voyages pour la prospection de ses opportunités est une stratégie documentée (Duval 2004). D'autre côté, l'augmentation des retours pendant temps de crise économique est aussi une situation qui n'est pas nouvelle. En effet, la littérature nous confirme que la même stratégie fut choisie en conditions similaires dans le passé. Selon Bovenkerk: «de loin la cause plus importante de retour de masse est sans doute la récession économique dans le pays d'immigration»²⁹ (1974: 20). Cette affirmation est soutenue par un nombre d'études cités par le même auteur selon lesquels pendant la grande dépression des années 1930 les migrants de retour des Etats Unis étaient en nombre supérieur aux immigrants. Similairement, selon Gmelch un nombre d'études: «indiquent les conditions défavorables dans le pays d'accueil, telles que récession ou licenciements et chômage dans un secteur particulier, comme la cause primaire de la migration de retour»³⁰ (Gmelch 1980: 138). Le nombre de chômeurs enregistrés couramment parmi les étrangers en Espagne³¹ démontre effectivement que les immigrants sont affectés beaucoup plus que les autochtones par la crise économique courante (Marin Leiva 2009).

²⁸ «the desire to be in the company of one's own kin and longtime friends» et «loyalty or allegiance to the home society». TdA.

²⁹ «by far the most important cause of mass return is undoubtedly the economic recession in the country of immigration». TdA.

³⁰ «point to unfavourable economic conditions in the host society, such as recession or layoffs and unemployment within a single industry, as the primary cause of return migration». TdA.

³¹ En Avril 2009, plus de 900.000 personnes résultaient en condition de vulnérabilité en Espagne, sur un nombre total d'étrangers munis de titre de séjour de 5.600.000 personnes.

3.2 *Un retour continument déferé*

La plupart des enquêtés indiquent un désir d'engager dans la migration avec une perspective de retour futur. La migration est donc aperçue comme un pas temporaire plutôt que permanent, en vue d'une amélioration de la propre situation. Bien entendu, la plupart des enquêtés étaient au courant de la difficulté de prévoir avec précision le temps nécessaire pour l'accomplissement de leurs objectifs au moment du départ. Cette conscience se traduit, pour plusieurs d'entre eux, dans un retour définitif qu'est constamment renvoyé et ne devient qu'un simple mythe (Anwar 1979). En effet, au moment du premier départ, tous les enquêtés n'avaient qu'une idée assez vague de quand et comment ils auraient réalisé leur retour. Leurs histoires confirment les résultats d'autres études (King 2000) et révèlent des objectifs qui évoluent au cours du parcours migratoire, des nouvelles ambitions se développant à la réalisation de chaque étape précédente, des temps nécessaires pour l'obtention de chaque étape souvent sous-évalués.

Une partie significative des échantillons malien et sénégalais partageaient l'aspiration initiale d'assurer une maison à la famille. Cette tendance est confirmée par plusieurs études en Afrique de l'Ouest (Tiemoko 2004; Osili 2004) et dans le reste du monde (Taylor, Arango, *et al.* 1996), qui montrent que l'investissement dans l'immobilier est une dépense prioritaire, ainsi qu'une véritable précondition pour le retour. Parmi les sénégalais, la recherche a démontré que, en outre à la valeur symbolique et émotionnel associé à la possession d'un immeuble dans le pays d'origine, les investissements de cette nature peuvent aussi représenter une opportunité rentable capable de réduire les dépenses familiales et d'offrir une petite source de revenu quand une partie de la propriété est donnée en location (Sinatti 2009; Tall 1994 et 2009). Fréquemment, néanmoins, les chantiers perdurent pendant des années et obligent les migrants à renvoyer au futur la réalisation d'un véritable 'projet de retour'. Autres aspirations et objectifs de nature moins matérielle dans lesquels plusieurs enquêtés ont investi d'importantes ressources comprennent le mariage (propre ou d'autres membres de la famille), le pèlerinage à la Mecque, ainsi qu'un nombre de dépenses qu'on pourrait définir de nature 'sociale' sinon même 'ostentatoire'. Ajoutés aux charges souvent assez significatives pour les dépenses quotidiennes des ménages restés au pays, ce n'est qu'avec beaucoup de difficultés que les migrants interviewés arrivent à cumuler l'épargne nécessaire pour des investissements de nature plus productive. Cette constante définition de nouveaux micro-objectifs au long du parcours migratoire est un des facteurs qui provoquent le renvoi dans le temps du projet de retour (définitif).

Cette temporisation du retour, ainsi que les nombreux risques associés avec un retour définitif, poussent la plupart des migrants à être cauteux dans la réalisation de leur retour. Pour plusieurs, donc, le retour est non seulement déferé mais il assume une nature temporaire. Comme suggéré à propos du cas du Sénégal, la possibilité de circuler, d'alterner retour et re-émigration est perçue comme une solution assez plus intéressante par rapport au retour définitif (Grillo et Riccio 2004). Le quasi unanimité de notre échantillon indique en effet, au Mali comme au Sénégal, que la solution idéale est identifiée avec la possibilité d'aller et venir librement entre pays. Pour beaucoup d'enquêtés, des séjours réguliers au pays d'origine offrent en plus la possibilité d'explorer les marchés locaux et recueillir idées et informations en vue d'un retour plus permanent, toujours souhaité:

«Je conseillerais à un migrant qui veut rentrer au pays de ne pas venir s'installer brutalement mais de faire deux voyages d'essai avant de venir s'installer définitivement. Il faut venir inspecter les lieux, car, quand on est là-bas, on se dit que la meilleure solution c'est de rentrer. Mais, moi je pense qu'il faut mûrir la réflexion, voire les opportunités» (sen 01).

«Je suis venu au Mali en février [...] pour voir ce qui peut marcher ici. [...] C'était la prospection pour voir ce qui marche au Mali» (mal 07).

A ce propos, Duval (2004) indique l'existence d'une forte relation entre la migration transnationale ou circulaire et la migration de retour. L'auteur suggère que les visites au pays aident le retour, car ces séjours temporaires permettent aux migrants de renforcer leurs liens transnationaux et de faciliter l'intégration sociale post-retour. Autres experts ont convenu que «les liens transnationaux sont reconnus comme importants facteurs capables de faciliter le retour»³² (Ley et Kobayashi 2005: 112-113). L'alternance entre pays est particulièrement bénéfique quand elle peut être pratiquée librement, sur la base des besoins économiques du migrant et des nécessités administratives du renouvellement du titre de séjour. En particulier, et même dans le cas du retour permanent, la disponibilité d'un titre de séjour en cours de validité est considérée un atout capable d'assurer toujours l'option de la re-émigration en cas de besoin:

«De nos jours, je veux juste avoir une carte de séjour permanente qui me permet de faire la navette entre l'Espagne et le Mali» (mal 10).

«Les plus grandes difficultés liées au retour sont relatives à l'obtention des papiers pour circuler d'Etat en Etat [...]. Sur la base de mon expérience, je dirais à quelqu'un qui veut rentrer au pays de patienter jusqu'à l'obtention du permis de séjour, ce qui procure beaucoup plus d'avantages» (sen 14).

Même parmi les migrants saisonniers consultés au Sénégal, le même espoir d'obtenir un jour un titre de séjour de long terme ou définitif est assez fréquente:

«Il me faut réaliser quatre contrats de travail avec l'Espagne pour avoir un Visa International et me redéployer vers d'autres horizons. [...] J'attends d'obtenir mon Visa International [...] pour aller en Suisse ou en Hollande» (sen 03, saisonnier).

«Ce que je veux ce sont des papiers» (sen 08, saisonnier).

Ces migrants saisonniers envisagent, pourtant, une migration légale comme un débouché de plusieurs séjours de courte durée. Cette ambition partagée par les saisonniers et les autres migrants de garder la possibilité de pouvoir séjourner dans le pays d'accueil, a amené plusieurs interviewés à planifier l'alternance de périodes dans le pays d'origine et dans le pays d'immigration sur la base de la validité de leur droit de résidence, comme l'explique ce migrant malien:

«De fin 2005 à 2009 je fais beaucoup plus la navette entre le Mali et Zaragoza [en Espagne]. Par exemple, il y a des années, où je reste en Espagne pendant 6 mois pour pouvoir renouveler mon papier et 6 mois au Mali pour acheter d'autres terrains avec mes amis ou avec certains membres de ma famille: ce sont des terrains pour lesquels on cherche des titres fonciers et qu'on peut vendre pour le double du prix d'achat. C'est le business!» (mal 07).

Dans le cas de ce dernier migrant la liberté d'alterner les séjours lui permet de profiter des bénéfices de la migration et de l'emploi à l'extérieur, mais aussi de périodes de prospection et de suivi de ses investissements au pays. Son cas est fréquent et a été enregistré aussi parmi autres hommes et femmes migrant(e)s:

«Je suis revenue temporairement en Décembre 2008 et je reste jusqu'en Novembre 2009. Puisque j'ai déjà des papiers, j'ai décidé de prendre une année sabbatique [...] pour suivre de près mes investissements» (sen 14, femme).

«Je n'ai pas pris la décision [de quand retourner en Espagne] pour le moment. Je suis en train de faire certaines choses ici, j'attends de voir comment ça évolue. Je suis entrain de chercher à renouveler mon permis poids lourd, à vendre la voiture 4x4 que j'ai conduit moi-même pour venir au Mali et à finaliser les travaux de ma villa. A côté je cherche du travail ici, si je le trouve je le ferai en attendant. Moi, je fais tout ce que je trouve» (mal 08, homme).

Ceux qui, par contre, résident au pays d'origine pendant des périodes moins flexibles (comme le cas des saisonniers mais aussi de ceux qui, avec un contrat de travail de longue durée en Europe,

³² «transnational connections are now recognized as important factors in facilitating return». TdA.

rentrent pour un congé limité) les séjours au pays sont plus souvent dédiés entièrement à se reposer et à visiter la famille, dans l'attente passive du prochain départ.

Même si beaucoup de migrants choisissent de manière active d'engager dans des navettes régulières entre pays, leurs sentiments envers le retour sont de nature bien différente. Interrogés sur leur définition du retour, ils soulignent que ce dernier reste largement aperçu comme une ambition au retour *permanent*. Le choix des allés-retours, donc, se configure largement comme la seule solution qu'ils voient pour faire face aux nombreux obstacles qu'un migrant de retour doit surmonter pour réussir et, premièrement, pour s'assurer des moyens économiques à travers un travail.

3.3 Retour et travail: entreprendre au pays.

Les difficultés rencontrées dans la réalisation d'un projet de retour soutenable sont un autre important facteur qui pose un frein significatif au retour permanent au pays d'origine et qui contribue à la diffusion de pratiques de retour plus flexibles.

Une vaste littérature souligne les effets controversés des transferts financiers des migrants sur le développement local. La consommation, plutôt que l'investissement productif est considérée avoir un impact négatif sur le développement, car elle ne contribue pas au renforcement de la capacité productive, à la création de richesse et d'emploi et à la croissance économique. Les ressources que les migrants de retour amènent avec eux, toutefois, sont distinguables en ressources financières (épargne), mais aussi ressources humaines (formation et compétences acquises, ainsi qu'intériorisation de valeurs et idéales comme démocratie, liberté, droits humains, etc.) et sociales (réseaux de contacts). Souvent les spécialistes se sont intéressés au potentiel innovateur des migrants de retour par rapport à ces différents types de ressources.

A côté de nombreux investissements de nature non productive, chaque migrant cultive aussi un projet de retour qui envisage quelque sorte d'activité génératrice de revenus. A cet effet, la plupart des migrants prévoient d'investir dans une activité de travail au propre compte. Au Mali, une étude menée récemment montre, par exemple, que les émigrés maliens investissent de préférence dans le commerce, dans les transports et télécommunications, dans l'agriculture et l'élevage, dans les services financiers et bancaires informels et dans la petite production (Yatéra, Timéra, *et al* 2002). Un recensement des investissements des migrants au Mali réalisé par l'OIM confirme cette distribution sectorielle, avec une prépondérance nette des activités commerciales (47%)³³ (Rouchy et Gourvez 2004). Plusieurs études ont aussi confirmé que les réseaux commerciaux des migrants sénégalais sont fortement enracinés dans les villes du pays, où ils contribuent dans la diffusion d'activités transnationales tant dans les centres ville que dans les banlieues (Ebin et Lake 1992; Sarr 2004; Sinatti 2008b). Recherches dans autres pays de l'Afrique de l'Ouest confirment aussi que les migrants qui se lancent dans les affaires ont une préférence pour les secteurs des services et du commerce (Black, King, *et al.* 2003). En effet, seulement trois personnes (toutes sénégalaises) consultés dans le cadre de cette étude sont engagées après le retour dans un travail salarié (dans le commerce, l'enseignement et la gestion de projets de co-développement pour une ONG). Pour beaucoup d'enquêtés le choix du secteur commercial d'investissement est fortement lié à l'expérience professionnelle avant le départ. Dans plusieurs cas, la migration a servi aux retournés pour élargir ou initier leur propre activité dans le même secteur d'occupation précédent la migration. C'est ainsi, par exemple, que deux enquêtés maliens aujourd'hui propriétaires de boutiques pour la vente de tissus et de chaussures au marché central de Bamako, avaient travaillé

³³ Suivies par les transports (17%), l'artisanat (15%), l'élevage et l'agriculture (11%), les services et la formation (10%).

avant la migration en revendant à la sauvette les mêmes marchandises obtenues à crédit. Similairement, ce migrant sénégalais a repris et renforcé l'activité de commerce d'alimentation qu'était originairement de son père:

«Moi, je suis revenu non pas pour créer quelque chose de nouveau mais pour reprendre les activités que j'avais laissé ici. Je suis retourné à la boutique travailler avec mon frère [...], je fais toujours du commerce» (sen 22).

Les cas qu'on vient de présenter montrent que la migration consent à certains migrants de retour d'améliorer leur situation de départ grâce à la constitution d'un capital de commerce qui permet de renforcer des activités déjà existantes. Pour ceux qui ne disposaient pas d'une activité propre ou familiale avant le départ, on enregistre la même ambition de créer sa propre entreprise. Toutefois, le domaine spécifique de l'activité future au pays reste vague et inconnue pendant que ces candidats au retour comprennent 'ce qui peut marcher' lors de plusieurs va-et-vient:

«Je souhaite faire du commerce mais je n'ai pas une idée précise du type de commerce» (mal 20).

«Moi, je compte réaliser quelque chose d'utile. Le commerce on m'en a parlé, on m'a dit que c'est quelque chose de très bien. Peut être que c'est un peu saturé, mais, on m'a dit quand même que ça va. J'aimerais bien investir dans le commerce» (sen 12).

«Je n'ai rien mis en place pour le moment. Je suis en train d'étudier le marché c'est pour cela que je fais les va-et-vient» (mal 13).

Les navettes constituent aussi l'occasion pour plusieurs aspirants au retour définitif de mettre en place des premiers petits investissements de nature économique, facilement gérables pendant des séjours de courte durée. Un cas enregistré souvent au Mali comme au Sénégal est le business basé sur la location de véhicules importés, ainsi que la revente de voitures amenées à l'occasion des retours:

«Je souhaite faire de la location de véhicules: des camions et des minicars pour le transport en commun» (mal 22).

Souvent basés sur des accords informels, néanmoins, ces projets échouent fréquemment:

«J'avais acheté une véhicule que j'ai perdu comme ça. C'était pour faire du transport, mais ça n'a pas marché» (sen 09).

La vente et location de voitures constituent une des exemples d'activités initiées par les migrants qui reposent sur l'utilisation de biens importés des pays d'immigration. Ce même caractère se rencontre souvent dans les investissements des migrants. «Une bonne part» des activités commerciales des migrants au Mali, par exemple, «sont certainement orientées sur la commercialisation de biens importés» (Rouchy et Gourvez 2004: 29). Le même peut être conclu à propos des commerces des sénégalais, qui se sont spécialisés dans la revente de produits d'importation tels que les carreaux, les meubles et produits d'électroménager, les pièces détachées (Sinatti 2008b). Ces commerces sont enracinés dans des réseaux de relations et d'échanges activés par les migrants pendant leur séjour en Europe, qui constituent le capital social qu'ils amènent de retour au pays. La possibilité de voyager librement entre pays est essentielle pour ces migrants, car elle assure les moyens de se reapprovisionner à l'occurrence de marchandises, de cultiver régulièrement les relations avec les fournisseurs, etc. Les interviewés engagés dans ce type d'activité, en effet, sont parmi ceux qui se préoccupent le plus de renouveler périodiquement la validité de leur permis de séjour européen, indispensable pour s'assurer la liberté de se déplacer sans besoin de visa.

Ce bref compte rendu des secteurs dans lesquels les migrants de retour investissent de préférence nous oblige à reconnaître que rarement ces activités commerciales et de services amènent des traits vraiment innovateurs. Le plus souvent, en effet, il s'agit de secteurs d'activité déjà caractérisés par une forte saturation du marché (Ley et Kobayashi 2005). Dans les mots d'un interviewé engagé dans la revente de véhicules, par exemple:

«J'ai amené deux voitures que je voulais revendre [...] mais malheureusement, je n'arrive pas à les revendre pour le moment. Dans ces conditions, je ne vais pas conseiller quelqu'un d'amener des voitures à revendre au Mali car le marché est saturé, il y a des parkings partout en ville» (mal 10).

En outre à un manque d'originalité, beaucoup de projets souffrent aussi de manque de capacités de gestion et administration nécessaires, ce qui provoque un haut taux de faillites. En effet, l'émigration est souvent provoquée par une économie faible et les migrants de retour rentrent dans un pays caractérisé encore par les mêmes conditions. Leur capital social dans le pays affaibli par leurs absences, les migrants de retour risquent donc de fatiguer plus que les autres dans la recherche d'une niche dans laquelle s'insérer après le retour.

La question des compétences utilisés en migration et rapatriés avec le retour mérite aussi d'être brièvement mentionnée ici. Le même scepticisme peut être associé aux bénéficiaires de la migration de retour en termes de transferts de capital humain. La plupart des migrants interviewés avaient peu de qualifications avant le départ pour l'Espagne et les autres destinations européennes:

«C'est le problème majeur qu'ont la plupart des immigrés quand ils vont en Europe.

Ils y vont sans un métier» (sen 25).

La plupart des interviewés avec une expérience de migration en Espagne ont été occupés ici dans le secteur agricole. Ce n'est qu'après une période initiale dans les travaux champêtres que les migrants avec une plus longue présence en Espagne ont pu se constituer un réseau sur lequel s'appuyer pour se déplacer dans les villes espagnoles et s'insérer dans le secteur industriel. Même si la plupart des migrants étaient employés comme ouvriers ou dans le secteur du bâtiment avec des rôles largement déqualifiés, cependant plusieurs ont bénéficié d'une période de formation:

«Je suis rentré en Espagne en 2004. Dès mon arrivée, j'ai commencé par les travaux maraîchers. J'ai cultivé pendant deux ans et demi à Almeria du concombre et du piment pour mon patron. C'est en travaillant dans les maraîchers que j'ai pu régulariser ma situation en obtenant, en 2005, un titre de séjour³⁴ [...]. En fin 2007, j'ai décidé de changer de lieu de résidence pour aller dans une autre ville espagnole, ainsi d'Almeria je suis allé Murcia, ville dans laquelle j'ai pu travailler comme ouvrier dans une usine de fabrication de jouets d'enfants» (mal 01).

«Je suis resté à Almeria près de trois ans. Je faisais le jardinage de melons et autres légumes. [...] J'ai obtenu une carte de séjour en 2005 et j'ai quitté Almeria pour Bilbao. [...] A Bilbao, j'étais dans la construction de bâtiment comme maçon. J'ai fait une formation de trois à quatre mois» (mal 03).

Les migrants qui ont bénéficié de formation en Europe, cependant, soulignent qu'il s'agissait d'une acquisition de compétences utiles exclusivement pour le marché de travail local et difficilement utilisables au pays d'origine. Ce constat est confirmé par recherches menées ailleurs en Afrique de l'Ouest par Ammassari et Black (2001). Le plus souvent, en effet, il n'y a aucune relation entre le travail fait en Espagne et l'expérience professionnelle antécédente, ainsi que postérieure, à la migration. Comme le soulignent ces interviewés:

«Je peux dire que le travail que je faisais ici et le travail que j'ai fait en Espagne sont diamétralement opposés. Je ne vois pas de connaissances ou de compétences qui m'auraient été utiles pour le travail que je faisais en Espagne car je faisais du tri en Espagne et ce travail ne demande aucune compétence» (sen 01).

«Mon expérience de mécanicien chauffeur n'a rien à voir avec mon travail en Espagne et ne me sert pas non plus là bas parce que je travaille surtout dans les champs de tomate» (sen 03).

³⁴ La référence est à la régularisation massive en Espagne de 2005. Pour plus d'information, voir la note 16, p.19.

«[Le travail que je faisais en Europe] et mon projet de retour n'ont aucun lien. Sincèrement, je ne vois pas de connaissances ou compétences qu'on aurait pu apprendre en Europe qui pourrait nous servir. Je ne vois pas ce qu'on pourrait apprendre en Europe, car le travail qu'on fait là-bas, les blancs n'acceptent pas de le faire» (sen 24).

Ce n'est, donc, qu'assez rarement que les migrants fructifient la formation acquise en Espagne avec l'implantation d'une activité similaire au pays. Parmi les maliens, le seul cas est représenté par ce migrant ayant travaillé et reçu une formation dans la soudure. Son ambition d'implanter son propre atelier de soudure à Bamako constituerait une énorme conquête par rapport à son travail, à peine payé, d'apprenti-soudeur qu'il faisait avant de devenir migrant:

«J'ai pu faire 18 mois de formation théorique et pratique [...]. Cette formation, je l'ai apprise là-bas, maintenant je suis un soudeur accompli à 100%. Après cette formation, le travail ne manquait pas, parfois je choisisais même. C'est devenu mon principal travail car j'aime ce que je fais: c'est très pointu et demande une qualification [...]. [Maintenant] je voudrai m'implanter dans le projet de soudure [au Mali] mais ça demande beaucoup d'investissement surtout que j'ambitionne de travailler avec le matériel européen. Nos matériels de soudure du Mali sont dépassés, ils n'existent plus en Europe. J'ai fait le constat qu'au Mali, ce genre de matériels n'existent que dans une seule usine de la place, son avantage est que sa soudure résiste pendant longtemps» (mal 10).

Notre étude, donc, confirme que ce n'est que rarement que les migrants ont l'occasion de tirer bénéfiques des nouvelles capacités et compétences gagnés pendant la migration.

En dépit des difficultés que les migrants rencontrent dans l'identification d'activités économiques rentables au pays d'origine et en dépit d'un transfert de capital humain souvent assez limité, la ferveur des investissements des migrants en vue de leur retour reste un enjeu important pour les zones d'origine. Dans l'analyse proposée ci-dessus, en fait, on a considéré les investissements des migrants exclusivement comme moyen de création de revenus pour les migrants eux-mêmes. De ce point de vue les interviewés sont conscients que même dans l'hypothèse d'un plein succès de leurs projets au Mali et au Sénégal, cependant leurs revenus au pays seraient plus modestes par rapport aux salaires payés par le travail en Europe. Au-delà de la situation restreinte des ex-migrants, en réalité leurs activités au pays ont parfois des effets élargies en termes de création d'emploi et, par conséquent, promotion du développement des lieux de départ. Les modalités d'organisation et de gestion des activités économiques des migrants de retour recensés dans cette étude se caractérisent selon deux modèles prévalent: le modèle 'à gestion familiale' et le modèle qu'on pourrait définir 'professionnel'. Dans le premier cas le migrant est assisté par des parents (proches ou éloignés) non salariés dans l'administration de son entreprise et l'unité familiale entière jouisse des bénéfices de l'activité. Dans le deuxième cas, par contre, le migrant entrepreneur utilise des employés salariés et on enregistre donc une séparation budgétaire entre l'économie familiale et celle de l'activité. Dans ce dernier cas, les bénéfices de la migration de retour s'élargissent au-delà des confins de la famille nucléaire et élargie du migrant et contribuent à la croissance économique locale.

En général les données collectées parmi les migrants de retour consultés dans le cadre de cette étude confirment les conclusions d'autres recherches réalisées ailleurs. Selon King (2000) les observateurs expriment souvent un enthousiasme excessif envers les gains en termes de capital humain, financier et social dû à la migration de retour. Cependant, autres «recherches empiriques menées ailleurs en Afrique de l'Ouest [(Amassari 2004; Black, King, *et al* 2003)] ont montré que les migrants de retour peuvent, dans certains cas, avoir un impact positif sur le développement de leur pays d'origine. Ceci se matérialise par exemple par l'établissement de nouvelles entreprises et

la création d'emplois ainsi que le renforcement de la gestion de structures déjà existantes dans les secteurs publique et privé» (Ammassari 2006: 9).

3.4 Le soutien au retour: formes d'appui et partenariats

Les investissements productifs des migrants de retour peuvent être basés, on vient de le voir, sur différents modèles de gestion. Cette affirmation nous pousse à investiguer plus de près les acteurs qui contournent les migrants et qui peuvent leur fournir appui et soutien dans la réalisation de leurs projets de retour.

Le rôle de la famille dans la gestion d'une activité économique au pays a été déjà souligné. Ce rôle devient encore plus important dans les nombreux cas des migrants de retour temporaire. Pendant les séjours du migrant à l'étranger, en fait, l'activité est souvent confiée à un membre de la famille qui est responsable de la gestion pendant son absence. Plus rarement, comme dans le cas de ce sénégalais, l'activité est complètement fermée pendant les séjours en Espagne:

«Quand j'ai vu que ça ne valait plus la peine que je ferme ma boutique pour aller travailler en Espagne, je suis rentré [définitivement] au pays. [...] En fait moi, quand je partais en Europe, je fermais ma boutique au pays et quand je venais en vacances, je l'ouvrais le temps de repartir. C'est comme ça que je faisais. Je faisais comme les Américains: je ne perdais pas de temps» (sen 23).

En outre à amener un nombre d'avantages tels que l'approvisionnement de nouvelles marchandises et le renouvellement des réseaux des fournisseurs en Europe, les absences du migrant posent aussi un nombre de difficultés liées à la gestion d'une activité économique implantée au pays. Ce constat s'applique aux activités de toutes dimensions, tant dans le secteur formel que dans celui informel. C'est le cas, par exemple, de ce migrant sénégalais et de son activité clandestine de transports. La communication pour la solution des petits problèmes de gestion quotidienne, en effet, lui coûte plus que les courts revenus de l'activité même:

«J'avais un taxi clando. Avec les revenus de ce taxi clando, j'assurais les frais de scolarité de mes enfants. Mais quand cette voiture tombait en panne, ma femme m'appelait pour m'en informer. Ainsi, j'appelais le chauffeur, le mécanicien pour ensuite rappeler ma femme afin qu'elle donne quelque chose au mécanicien et j'achète la pièce de rechange. Par le simple fait d'appeler ma femme, le chauffeur et le mécanicien, je perds 10 Euro. Et 10 Euro est l'équivalent du versement de la journée en dehors de la main d'œuvre et l'achat de la pièce de rechange» (sen 05).

La famille, donc, est souvent fortement impliquée dans les investissements pour le retour des migrants, mais cette implication ne commence pas avec la gestion d'une activité initiée. Avant d'être engagé dans la gestion des affaires et, bien sur, de bénéficier de ses résultats, la famille joue un rôle clé dans la définition du secteur même d'investissement. La plupart des migrants interviewés, en fait, s'est largement appuyé au réseau familial et amical dans l'identification initiale d'un secteur d'activité rentable et dans la mise en place d'un réseau des contacts locaux nécessaires. Les entretiens réalisés, en fait, confirment que la famille est au centre du réseau de capital social sur lequel les migrants s'appuient dans la planification et réalisation du retour.

Au lieu de la famille, certains migrants préfèrent s'appuyer sur des partenaires et collaborateurs choisis sur la base de leurs expériences et compétences professionnelles:

«Je dirige moi-même les activités et j'ai recruté des personnes compétentes qui savent bien jouer leurs rôles sans distinction quelconque» (mal 02).

Néanmoins, l'identification du 'bon partenaire', ainsi que du 'bon collaborateur' se révèle dans la plupart des cas une entreprise difficile dans le pays d'origine:

«Un jour en 2007, j'avais 6.000 euros et un de mes amis qui était aussi en Espagne m'a proposé de travailler avec lui. Il est revenu au Mali et disposait de 3.000 euros, et m'a dit qu'il souhaitait qu'on ouvre un magasin de vente de téléviseurs, de radios dont lui-même faisait avant de partir en Espagne. Ainsi, on a réuni nos parents respectifs pour témoigner de notre association, on s'est mis d'accord et je lui ai remis tout l'argent. Au début, le commerce marchait très bien si bien que je lui ai ramené une voiture d'Espagne en guise de cadeau ... Mais en 2009, lorsqu'on a fait le bilan, je me suis rendu compte qu'il a gaspillé tout ce que j'avais investi au départ: je n'ai même pas touché un centime comme bénéfice! J'ai donc repris la voiture que je lui avais offert et je l'ai revendu à 2.000 euros pour me faire un peu d'économies ... Quand j'y pense, ça me rend malade, moi qui comptait beaucoup sur cet investissement ... il m'a vraiment poignardé dans le dos!» (mal 24).

Comme l'ont bien expliqué Grillo et Riccio (2004) les difficultés rencontrées par les migrants qui ont constitué des coopératives consortiales reposent sur le fait que les besoins des individus et de leurs familles souvent prévalent sur l'intérêt collectif. Les initiatives collectives des migrants, toutefois, ne manquent pas totalement d'effets bénéfiques. En Espagne et ailleurs les migrants s'organisent souvent en associations³⁵. Une vaste littérature sur le co-développement montre les bénéfices de ces associations, qui promeuvent un nombre d'initiatives d'utilité sociale dans les régions d'origine des migrants, tels que la construction de mosquées, travaux d'hydraulique et d'électrification, la construction de centres de santé et la construction d'écoles³⁶. C'est toutefois important de souligner que ces initiatives ne créent pas les bases pour le retour. Le retour est, en effet, avant tout un objectif individuel. Cependant, selon ce migrant de retour au Mali impliqué dans des projets de co-développement, même l'entreprenariat pourrait bénéficier d'actions collectives:

«C'est très difficile de regrouper les maliens et de travailler avec eux car il y a toujours un dubitatif. Les gens n'ont pas les mêmes mentalités, il y a des migrants qui ne pensent pas aux actions de développement, ils préfèrent envoyer de l'argent à leurs familles restées au pays. [...] Il faut sensibiliser la diaspora malienne en précisant qu'il est préférable que les migrants se regroupent autour des projets collectifs viables plutôt que de vouloir s'investir tout seul et d'arrêter de transférer inutilement tous les fonds accumulés en migration. Un individu est difficilement soutenu dans sa démarche entrepreneuriale qu'un collectif qui ne court pas derrière un gain immédiat ...» (mal 10).

Autres formes partenariales promues par les migrants désireux d'entreprendre au pays demandent d'être nommées ici. Il s'agit des partenariats avec le secteur privé dans le pays de destination. La recherche dans ce domaine a montré que les migrants sénégalais, par exemple, établissent entreprises 'bipolaires' basés au même temps au Sénégal et dans le pays d'immigration. Ces entreprises combinent souvent un appui sur relations largement familiales avec un appui sur relations ad hoc avec agents économiques dans le pays de destination, comportant une fusion entre réseaux sociaux et commerciaux (Tall 2005). Ces partenariats sont établis le plus souvent avec petites et moyennes entreprises (PME) du secteur privé du pays d'accueil, en particulier dans certains secteurs commerciaux tels que la revente de pièces détachées et d'automobile. Les sénégalais d'Italie, par exemple, ont établi des joint-ventures entre PME italiennes et associations d'agriculteurs au Sénégal dans le secteur de l'alimentation. Ces joint-ventures, de leur côté, ont constitué une poussée pour la promotion de la facilitation des échanges commerciales entre le Sénégal et les destinations migratoires des sénégalais (Panizzon 2008). L'aspect intéressant à

³⁵ Le recensement de ces dernières était au-delà des objectifs de cette étude. Dans le cas du Mali, un recensement des associations en Espagne a été compilé par Keita (2008). Sur le cas des sénégalais voir Jabardo-Velasco (2006).

³⁶ Pour le Sénégal voir Ceschi et Stocchiero (2006); Daum (1994); Fall (2008); Quiminal (1991); pour le Mali Gauvrit et le Bahers (2004). Une comparaison entre les deux pays est offerte par Ndione et Lalou (2005).

souligner est que plusieurs de ces joint-ventures nées grâce à l'initiative des migrants ont été initiées par personnes sans particulières spécialisations, ce qui confirme un potentiel en termes de développement local même dans le cas de la migration non qualifiée.

En outre à l'appui de la famille et de partenaires / collaborateurs choisis sur la base des critères professionnels, plusieurs Gouvernements de départ ont commencé à développer des politiques et initiatives de soutien au retour volontaire de leurs diasporas. La conscience croissante du potentiel en termes de développement pour le contexte d'origine, en fait, a encouragé plusieurs Etats du Sud à s'engager dans la promotion du retour de leurs émigrés. Entre nombreuses initiatives, par exemple, au Sénégal le programme franco-sénégalais de co-développement fournit crédit et formation pour convaincre les sénégalais à rentrer et investir chez eux (Diatta et Mbow 1999)³⁷. Au Mali, à coté des nombreuses initiatives mises en place au sein du programme co-développement Mali³⁸, le débat sur le transfert de capital humain des migrants vers les pays d'origine s'est aussi focalisé sur les migrants qualifiés et la conséquente fuite des cerveaux (de Haas 2007b). Dans ce sens, à coté de diverses initiatives visant à faciliter la réinsertion des Maliens de retour³⁹, le Mali a participé avec plusieurs autres pays au programme TOKTEN (Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals), qui envisage le retour temporaire de migrants hautement qualifiés pour la réalisation de consultations de courte durée. Ce programme, mis en œuvre depuis 1998, mire à que les migrants qualifiés puissent mettre à disposition de leur pays d'origine leur expérience et expertise et a prévu la constitution d'un répertoire de cadres et la réalisation de quasi 400 missions⁴⁰.

Ces programmes restent, toutefois, capables de toucher une partie extrêmement minoritaire des migrants en provenance de ces pays qui aspirent, néanmoins à y retourner. En outre, on enregistre une présence plus importante de lignes de financement disponibles pour les associations par rapport aux possibilités de soutien économique accessibles pour les privés porteurs de projets économiques. Interrogés sur leurs opinions à propos des programmes de retour assisté à partir de l'Espagne, en particulier, les interviewés consultés dans le cadre de cette étude suggèrent que ce n'est pas avec les projets sociaux associatifs qu'on pourra promouvoir le développement de leurs pays. En gros, ils expriment une méfiance généralisée envers la plupart des initiatives de soutien au retour individuel:

«J'a entendu parler [des programmes et initiatives de retour assisté] mais je n'en sais pas plus car je ne veux pas quitter définitivement l'Europe car là-bas c'est mieux qu'ici. Je préfère la navette» (mal 07).

Comme le souligne cet enquêté, les motivations principales qui poussent les migrants à ne s'intéresser trop à ces possibilités de soutien organisé au retour reposent dans la non disponibilité à perdre le droit de re-émigrer. Cette dernière est souvent une clause indispensable pour se qualifier comme candidat à ces programmes. En outre, la nature des mesures d'appui prévues par ces programmes ne sont pas toujours prioritaires aux yeux des migrants eux-mêmes. Selon leur propre perception, la formation à une utilité relative, en vertu du forte manque de relation qu'ils perçoivent entre le travail en immigration et le travail au pays d'origine. Par contre, les migrants souhaiteraient un soutien de nature surtout financière:

«[Il nous faut] de l'argent! Tout se résume à l'argent» (mal 09).

«En termes d'appui, l'Etat peut me garantir auprès des institutions bancaires ou de microcrédit, ceci me permettrait d'avoir accès à un capital suffisant. Mais toutefois,

³⁷ Un recensement complet des initiatives du Gouvernement du Sénégal vers sa diaspora et contenu dans Panizzon (2008).

³⁸ Voir http://www.pseau.org/codev_mali/.

³⁹ Comme, par exemple, l'accord signé dans les années 1980 entre la France et le Mali pour la mise en place de mesures d'appui à l'insertion et la réinsertion des Maliens (Ammassari 2006) et plus récemment la création grâce à financements CE-FED de la CIGEM, avec sa fonction de centre d'information pour les candidats au retour, entre autres.

⁴⁰ Voir <http://www.toktenmali.org/>

si cela doit se faire, je vais me renseigner sur les conditions réelles de cet appui pour m'assurer que cela m'arrange ...» (mal 02).

«Tout ce que moi j'ai besoin comme aide, c'est l'argent. Pas plus. Ce qui viendra après, est un complément» (mal 16).

«Ce dont j'ai besoin maintenant pour une bonne réalisation de mon retour, [ce n'est pas des connaissances ou de la formation]: c'est l'argent. C'est l'argent qui me manque» (sen 23).

Les mêmes résultats ont été suggérés par Riccio (2008b), selon lequel la plupart des migrants qui essayent de se lancer dans le commerce en vue du retour au Sénégal ne sentent pas le besoin de formation dans la gestion d'entreprise, mais plutôt d'assistance financière. L'accès au crédit reste, sans doute, une des plus grosses difficultés auxquelles font face tous les migrants de retour. Dans l'échantillon recueilli pour cette étude, deux histoires sont particulièrement significatives en ce sens. Le premier est le cas d'un sénégalais revenu d'Italie après avoir reçu une première expression d'intérêt vers une demande déposée dans le cadre des financements Commodity Aid pour la constitution d'une petite entreprise de conservation et transformation alimentaire. Cette aide économique extérieure était essentielle pour le lancement du projet, qui ne pouvait certes être financé sur la base des maigres revenus de l'enquêté issues de son emploi temporaire dans le secteur industriel italien. Rentré de manière définitive au Sénégal avec le mirage de créer son entreprise, le financement promis n'a jamais été affecté à cause de problèmes de nature purement bureaucratique et administrative. Le migrant en question a ainsi été obligé de reprendre son ancien emploi d'enseignant. Similairement - mais avec un final plus de succès - une couple de migrants maliens ont été complètement découragés dans la demande de subventions bancaires pour lancer leur petite entreprise informatique à Bamako. C'est seulement sur la base de leur propre hardiesse et initiative qu'ils ont enfin réussi à se financer eux-mêmes, grâce à la publication d'un journal distribué gratuitement et qui leur permettait de gagner, et économiser, grâce à la vente d'espaces publicitaires.

Les données recueillies dans le cadre de cette étude nous permettent de proposer des conclusions préliminaires en relation aux mécanismes d'appui au retour des migrants dans leurs pays d'origine. Premièrement, même si la taille réduite de l'échantillon analysé ici ne permet pas de quantifier le phénomène, il faut néanmoins souligner que le poids des investissements dans le secteur informel et semi-formel apparaît assez significatif. Des fortes barrières d'entrée dans le secteur économique formel sont donc à l'origine du choix fréquent de se tourner de préférence vers le secteur informel. Si dans plusieurs cas la décision de s'investir dans une activité entrepreneuriale informelle après le retour est une simple stratégie de survie déterminée par le manque d'alternatives et par la plus grande facilité de gestion d'une activité informelle lors des retours temporaires, dans autant de situations la même décision est le résultat d'une choix délibérée à cause des difficultés insurmontables d'accéder au secteur formel. Cela renvoi à quelques considérations supplémentaires: d'un côté beaucoup d'investissements prennent pied en dehors des dispositifs existants d'appui et en dehors des circuits bancaires formelles; d'autre côté il faut reconnaître l'importance des réseaux familiaux dans la réalisation des projets de retour, ce qui est l'objet des pages suivantes.

3.5 Retour et famille: nouvelles conditions matérielles et réorganisation des rôles

La migration de retour n'est pas seulement importante pour ses effets sur l'économie locale et pour ses transferts de capital social, humain et financier. Le retour, en effet, peut aussi être à la base de transformations plus amples au sein de la société ainsi que des unités familiales. Selon une étude entre les Maliens de la région de Kayes, par exemple, la migration n'affecte pas seulement les

familles, mais a des effets sur les structures de la communauté d'origine élargie comme le clan (Azam et Gubert 2002). En particulier, la migration de retour est souvent à l'origine de changements dans la stratification sociale du contexte d'origine, notamment favorisant la fluidité des structures traditionnelles et l'émergence de nouvelles couches. Le retour - temporaire ou permanent - des migrants contribue aussi à la diffusion de nouveaux besoins de consommation, ce qui à son tour encourage aussi d'autres sujets à vouloir partir.

On peut suggérer que, grâce à les différentes ressources qu'elle permet de mobiliser, la migration favorise la mobilité sociale verticale des sujets migrants et de leurs familles. Malheureusement, la nature des données recueillies dans le cadre de cette étude ne permet pas de tirer des conclusions par rapport à ces macro-changements provoqués par le retour au sein de la société élargie. Cependant, les entretiens réalisés avec les migrants de retour au Sénégal et au Mali se sont arrêtés sur les micro-effets du retour dans le cadre de l'unité familiale. Quelques considérations issues du matériel recueilli sont présentées ci-dessous.

On a vu que depuis plusieurs générations les ouest africains engagent dans la migration saisonnière et circulaire dans la région, ce qui a des effets aussi sur les relations familiales (Fall 1998; Findley 1997; Guilmoto 1998; Lambert 2002). Le poids courant des pratiques transnationales intercontinentales, néanmoins, impose des nouveaux défis aux dynamiques familiales. En devenant transnationales, les familles de ces migrants répondent à deux fonctions principales: elles fournissent la base d'un système de redistribution de la richesse et de soutien mutuel et elles fournissent une source d'identité (Bryceson et Vuorela 2002).

Au Mali comme au Sénégal les familles des interviewés se caractérisent par un nombre élevé de membres et une structure qu'est celle de la famille élargie. Les cas d'hommes et femmes migrant(e)s vivant en situation polygamique sont assez réduits parmi les deux groupes nationaux, cependant le nombre de personnes composant les ménages est indiqué entre 4 et 50 dans le cas des maliens et entre 4 et 30 pour les sénégalais. Le modèle familiale élargi représente un système d'échanges largement basé sur la confiance et la réciprocité qui se traduisent en obligations et attentes des uns vers les autres. La famille élargie offre aussi à ses membres appartenance et protection.

L'analyse des répercussions du retour sur la famille ne peut pas ignorer que la migration elle-même provoque des importants changements dans les relations interpersonnelles au sein de l'unité familiale. Le rôle de la famille est important tout au long du parcours migratoire, à partir du choix même de partir. La littérature a montré à ce propos que la décision d'émigrer est souvent prise dans le cadre d'une plus ample stratégie de la famille, du ménage, de la communauté locale (Cordell, Gregory, *et al.* 1996; Fleischer 2006; Massey, Arango, *et al.* 1998). Même quand les motivations initiales au départ qui sont largement économiques, la migration ne peut pas être séparée de son contexte social élargi, car les relations familiales et de genre influencent fortement le comportement migratoire, y inclus le retour. Dans les pays de cette étude, et plus en général en Afrique de l'Ouest, les migrants ont des relations avec la famille particulièrement étroites, qui résultent dans l'envoi ordinaire de transferts financiers et dons, contacts réguliers, visites fréquentes et même dispositions matrimoniales capables d'assurer le retour au pays du migrant (Ammassari et Black 2001). Tiemoko (2004), par exemple, a souligné qu'en Cote d'Ivoire et au Ghana la famille joue un rôle central et est capable d'influencer la mesure des transferts de capital financier, humain et social vers le pays d'origine, ainsi que la décision d'y rentrer de manière définitive. Au Mali, une recherche réalisée par Findley (1997) confirmait cette importance de la famille dans le processus migratoire, comme réaffirmé aussi par études plus récents. Azam et Gibert, par exemple, soutiennent que «la migration est perçue de plus en plus comme une décision collective du ménage [urbain et] rural, qui envoie un de ses membres au loin, en ville ou dans un autre pays, pour diversifier ses risques et compter sur des transferts en retour en cas de difficulté» (Azam et Gibert 2002: 205).

L'importance du rôle de la famille, unie au forte caractère transnationale de la migration dans les pays considérés, rendent l'affirmation que la migration n'affecte pas seulement ceux qui partent

mais aussi ceux qui restent encore plus prégnante. Ce constat est autant plus valable quand on prend en considération le fait qu'il s'agit d'une migration volontaire et animée par l'espoir de trouver ailleurs opportunités d'emploi meilleures (Hammar, Brochmann, *et al.* 1997). Du point de vue économique, en effet, les transferts des migrants sont utilisés à niveau micro pour faire face aux dépenses courantes des familles restées au pays et, au niveau macro-économique, elles représentent une portion importante du PIB. On a déjà mentionné que les transferts sont au centre d'un débat animé par rapport à leur capacité de promouvoir développement local. Ammassari et Black (2001) proposent que l'impact de la migration change selon le niveau d'observation: une amélioration des niveaux de vie d'un individu et de sa famille à l'échelle micro, en effet, peut se traduire en effets négatifs sur l'économie nationale du pays (tels que la perte de force de travail locale). Selon plusieurs observateurs, les transferts reçus par les familles provoquent une croissance (souvent ostensible) de la consommation (Hammar, Brochmann, *et al.* 1997). L'augmentation conséquente de la demande locale, dans l'absence d'une capacité locale de production de ces biens, provoque une inflation plus prégnante. Comme on vient de le voir, néanmoins, une partie des transferts des migrants est aussi investie dans l'initiation de petites entreprises et dans l'amélioration de l'agriculture.

Sans doute, l'argent rapatrié par les migrants est une importante source de revenus pour les familles restées au pays. La presque totalité des interviewés dans le cadre de cette étude envoyait des transferts plus ou moins importants pendant la migration, la plupart avec une obligation à entretenir un grand nombre de personnes dans villes et villages d'origine selon le modèle de la famille élargie (Fleischer 2006). En effet, les liens de parenté élargie imposent aux migrants des responsabilités envers la famille proche, mais aussi les parents plus distants. Par effet de la migration, ces familles transnationales font face à des efforts majeurs dans la médiation des inégalités entre membres (Bryceson et Vuorela 2002). Le départ, en effet, signe une amélioration du statut social des migrants, telle que les attentes à leur égard aussi augmentent (Fleischer 2006; Guilmoto 1998). La forte asymétrie entre ceux qui partent et ceux qui restent impose donc aux experts de s'intéresser «aux dynamiques humaines des relations entre les migrants et les non-migrants»⁴¹ (Carling 2008: 1). L'acte de l'émigration, en ce sens, est associé avec changements dans la structure des relations interpersonnelles. Les images de succès associés avec la migration modifient l'équilibre de pouvoirs entre le migrant, sa famille et son entourage social plus élargie. En vertu de nombreux bénéfices locaux de la migration, plusieurs enquêtés consultés dans le cadre de cette étude dénoncent d'être mis fortement sous pression par la famille:

«Ce qui me fait mal c'est de voir que ce sont les parents et certains maliens qui gaspillent l'argent du migrant. [...] Je crois que ma migration a beaucoup contribué à l'amélioration du niveau de vie de ma famille mais je me suis rendu compte que les problèmes n'en finissent pas.... Par exemple, à chaque fois que j'ai envoyé de l'argent pour qu'on puisse mener avec une activité commerciale, le projet s'est soldé par un échec. Le cas de mon grand frère est palmant, c'est incroyable si je te dis, je l'ai envoyé beaucoup d'argent pour qu'il fasse du commerce mais il a gaspillé l'argent n'importe comment» (mal 12).

«Mes transferts d'argent ont aidé les membres de ma famille mais ça les a transformés en parasites» (mal 11).

La famille est souvent dénoncée par les migrants sur la base de fréquentes demandes additionnelles de soutien. Pour certains migrants satisfaire ces demandes est cause de malaise, mais pour d'autres c'est source de fierté, une manière de célébrer le succès migratoire et d'en partager les bénéfices. Pour la plupart, l'instauration de ces dynamiques est un des facteurs qui rendent le retour définitif un objectif difficile à atteindre. En plus, les demandes de soutien au migrant ont la tendance à s'accroître dans le temps: le suivi des parents âgés ainsi que des sœurs et des frères est une pratique diffusée, qui continue même après que le migrant a formé une famille propre à travers le mariage et la naissance de ses propres enfants:

⁴¹ «the human dynamics of relationships between migrants and non-migrants». TdA.

«Quand on se trouve dans certaines situations, il est difficile de faire des réalisations. [...] Ma mère n'a que moi et je n'ai que des sœurs. Je suis l'unique homme de la famille. Ce qui fait que je porte seul ma mère et mes sœurs. Quelque part, ça retarde un peu la personne. Si j'avais par exemple un grand frère qui m'aide, il n'y aurait aucun problème. Mais, si on est seul face à toutes ces obligations, on risque d'avoir des difficultés» (sen 02).

La famille occupe donc une position ambiguë par rapport au retour des migrants. D'une côté les besoins quotidiens de la famille ralentissent les investissements productifs, de l'autre côté la famille est une ressource essentielle pour le migrant de retour car - comme on a vu dessus - elle offre le soutien nécessaire en termes de force de travail, relations, facilitation dans la création et gestion d'entreprise. Les mêmes réseaux familiaux, néanmoins, peuvent aussi mettre ces nouvelles entreprises sous forte pression sur la base des demandes qui parviennent à leurs propriétaires. Beaucoup de familles, en effet, développent une certaine dépendance de ces transferts. Selon une étude menée au Sénégal, dans plusieurs ménages l'argent des migrants offre les moyens essentiels de survie et représente la plus grosse portion du bilan familial (Diagne et Diane 2008; Tall 2005). De manière similaire au Mali, Daum (1994) conclut que les transferts des émigrés constituent environ 80% des ressources des ménages. Une partie substantielle de l'argent rapatrié par les migrants est utilisée pour satisfaire les dépenses quotidiennes de la famille telles que l'alimentation et le logement, la santé, l'habillement, le déplacement et l'éducation. Cette dépendance de la migration est reconnue aussi par Fall (2008). Selon cet auteur, les investissements en termes de développement en faveur de ceux qui restent au Sénégal sont largement attribuables aux croissantes difficultés que les nouvelles générations rencontrent dans l'effort d'émigrer. Les transferts, dans ce sens, réduisent le 'besoin d'émigration' d'autres membres de la famille (Diatta et Mbow 1999). Ces logiques de dépendance, toutefois, sont assez difficiles à interrompre en vertu du fait que le retour définitif du migrant «au lieu d'origine signe la fin de ces bénéfices locaux»⁴² (Ammassari et Black 2001: 23). Il faut néanmoins rappeler aussi que «la migration répond ainsi à un motif d'accumulation de ressources et de prestige, tout autant qu'à celui d'assurance sur lequel se concentre la littérature économique récente» (Azam et Gibert 2002: 226). La migration d'un de ses membres est donc aussi une source de prestige et de fierté pour ceux qui restent au pays.

Les transferts des migrants ne constituent seulement une obligation de nature économique. Ils renouvellent et renforcent les liens sociaux autrement menacés par la distance imposée par la migration: ils sont «un symbole de la loyauté du migrant envers sa famille»⁴³ (Riccio 2008a: 225). En outre à poser un devoir obligé pour assurer le bien être de la famille, les transferts renouvellent régulièrement la promesse future du retour. La famille, en effet, représente l'idéal vers lequel le migrant est projeté: elle est la personnification même du retour. Evidemment l'âge du migrant, sa situation conjugale et la présence ou pas d'enfants amènent à des différenciations: certains justifient le retour plus sur la base d'une exigence de suivre plus de près l'éducation des enfants, autres aspirant à partager avec les siens les gains de leur migration, autres encore désirent simplement terminer un exil toujours aperçu comme temporaire. C'est toutefois cette centralité de la famille dans les projets de retour qui est à l'origine des plus importantes transformations sociales et culturelles par effet de la migration.

Premièrement, des longs séjours à l'étranger exposent les migrants à nouvelles expériences qui ne sont pas disponibles à ceux qui restent au pays. Ce fait impose souvent des différenciations d'ordre culturel entre les migrants et leurs familles, les uns transformés par le séjour en Europe, les autres exposés à l'imagination (souvent erronée) de la vie dans l'Ouest. Les imaginations des migrants et des membres de leurs familles de la vie dans l'autre pays est souvent objet de distorsions. Parmi ceux qui restent au pays, les aspirations de modernité et le désir de consommation de biens importés

⁴² «to their place of origin may spell an end to these local benefits». TdA.

⁴³ «a fundamental symbol of the emigrant's loyalty towards his non-migrant family». TdA.

accroissent, augmentant - comme on vient de le voir - les pressions envers les migrants (Fleischer 2006; Barten 2009). Les migrants, de leur côté, absorbent les différents modèles et valeurs de leur pays d'origine et du pays de résidence, ce qui leur permet «d'accepter ou d'ignorer certains aspects des deux cultures et de choisir plus facilement sur la base de l'initiative personnelle»⁴⁴ (Barten 2009: 91). Ce constat permet aux migrants de se faire promoteurs de changements, surtout en direction d'une plus grande autonomie individuelle.

L'absence d'un membre de la famille pendant sa migration provoque aussi des changements dans les relations de genre et entre générations. Les rapports interpersonnels entre époux, entre parent et fils, ou entre frères et sœurs peuvent être l'objet de modifications substantielles (Bryceson et Vuorela 2002: 16). Les rapports entre générations sont évidemment fortement influencés par le temps et le cycle de vie familiale. Les responsabilités envers les parents âgés sont particulièrement senties quand on prend en considération le rapport entre une mère et son fils. Ce constat s'applique notamment dans le cas des familles polygamiques, avec l'élargissement des responsabilités du chef de ménage vers nombreuses femmes et enfants. Ces contextes familiaux, donc, favorisent la rivalité d'abord entre femmes, ensuite entre leurs enfants qui sont mis en compétition. Les migrants (mais aussi les migrantes) se sentent pourtant souvent fortement responsables d'assurer le bien être de leurs mères, ainsi que frères et sœurs utérin(e)s.

Laisser ses enfants au pays et exercer ses fonctions de géniteur à distance et une autre source de préoccupation pour les migrants. Plusieurs études dans le domaine des migrations transnationales se sont occupées des répercussions de l'absence du foyer des femmes (Hondagneu-Sotelo et Avila 1997; Parreñas 2005), plus rarement on s'est intéressé au cas des hommes (Pribilsky 2004). Néanmoins, on peut conclure que les enfants restés au pays sont cause de sentiments d'inquiétude et malaise émotive chez le parent migrant autant parmi les hommes que parmi les femmes (Orellana, Thorne, *et al.* 2001). Le parent se préoccupe des effets négatifs de son absence sur l'acquisition que ses enfants auront des vertus morales, car la présence de son père ou de sa mère sont perçus comme facteurs essentiels dans la formation de leur personnalité et dans l'intériorisation des 'justes' valeurs. Pourtant, plusieurs migrant(e)s sont conscients que leur absence a aussi des effets positifs, notamment la disponibilité de ressources économiques permet d'offrir aux enfants meilleures opportunités pour le futur, y inclus un investissement plus important dans leur éducation et formation. Dans le cadre familial, les effets de la migration de retour reposent souvent dans un majeur investissement dans les générations futures. La scolarité des enfants reste une des priorités en termes d'utilisation des transferts pendant la migration:

«Ma migration a permis aux enfants de faire de bonnes études parce que les études au Sénégal coûtent chères» (sen 09).

«Aucun de mes enfants ne fréquente l'école publique. Ils sont tous dans le privé. [...] j'ai toujours payé leurs études» (sen 05).

«J'ai inscrits certains de mes neveux dans des écoles privées fondamentales» (mal 18).

«Je paye les frais d'éducation des enfants de la famille » (mal 25).

Toutefois, plusieurs enquêtés trouvent que le retour (surtout quand il s'agit du retour du père ou du chef de famille) a un impact positif assez important sur la carrière scolaire des enfants, les encourageant à vouloir mieux réussir. Plusieurs interviewés ont souligné d'avoir destiné une partie importante des ressources issues de la migration à la scolarisation de leurs fils et filles: les conséquences en termes de promotion du développement de ces investissements sont souvent sous-estimés. Si la scolarisation ne donne pas des résultats trop visibles dans l'immédiat, on peut en effet s'attendre à qu'une bonne base éducative favorise les fils des migrants dans les ans à venir, en promouvant une ascension sociale verticale par rapport à leurs parents. Si on tient donc en

⁴⁴ «to embrace or ignore certain aspects of either culture and can make individual choices more easily». TdA.

considération le débat sur les impacts positifs des transferts des migrants, on pourrait argumenter que «c'est un faux débat car il est difficile de déterminer ce qui est un investissement productif, pour qui et avec quels effets à court ou à long terme (Russell, 1992). On peut à juste titre argumenter que les dépenses d'éducation des enfants, par exemple, sont un investissement «productif» même s'il ne créent pas d'emploi ou ne génèrent pas de revenu dans le court terme comme on l'attendrait d'investissements dans de nouvelles entreprises» (Ammassari 2006: 27). L'élévation du niveau de scolarité des enfants, néanmoins, peut aussi provoquer dans l'immédiat un plus grand écart intergénérationnel entre le géniteur migrant et ses fils, favorisant une exacerbation de conflits entre les différents modèles et styles de vie au sein de la famille transnationale (Bryceson et Vuorela 2002: 13).

En outre aux meilleures opportunités pour les générations futures, la migration provoque aussi une réorganisation des responsabilités familiales. Ces aspects de la migration et du retour ont été particulièrement difficiles à investiguer dans le cadre de cette étude. En dépit des méthodes qualitatives de recherche adoptés, qui devraient être les plus indiqués pour investiguer ce genre de questions, la courte durée du travail de terrain n'a pas favorisé la création de liens de confiance avec les interviewés. Ces derniers ont montré un malaise explicite dans la discussion des thèmes relatifs aux répercussions de la migration et du retour sur la famille. Cependant, quelques observations peuvent être présentées ici à partir des entretiens réalisés.

Selon plusieurs de nos interviewés, le fait de devenir migrant a des effets positifs pour l'individu, qui est fait objet de respect par les autres membres de sa famille. Les nouvelles possibilités de soutenir et aider la famille, en effet, font que l'opinion du migrant soit prise plus en considération surtout dans le cas des femmes migrantes et de migrants qui occupaient une position de cadet dans la hiérarchie familiale:

«J'ai plus de responsabilité maintenant car en cas de problèmes dans la famille c'est moi qu'on informe en Espagne» (mal 25).

«Ah oui, ma migration a eu un impact: maintenant on m'écoute plus qu'avant» (mal 04).

«Ça c'est obligatoire: on a plus de considérations pour moi qu'avant mon départ. Ceci est normal car on ne peut pas traiter sur le même pied d'égalité celui qui est complètement indépendant [financièrement] et celui qui ne l'est pas et qui n'a rien sur lui. On me respecte car c'est moi qui fais les dépenses familiales donc forcément je deviens plus respecté dans la famille» (mal 09).

«Je règle beaucoup de problèmes. Mes parents me voient plus responsable. Mais il faut dire cela je suis mieux associé et informé» (sen 07).

A cet égard, le retour définitif provoque toujours une baisse du niveau de vie économique pour la famille, ce qui amène des répercussions aussi dans le prestige associé à la personne au sein de son entourage:

«Le retour change les rapports ... de nos jours, les gens ne marchent pas sans argent et ceci est valable partout dans le monde. [...] Aussi, lorsqu'on revient sans beaucoup d'économies, c'est difficile. [...] Donc parfois, on m'écoute très peu depuis mon retour car je peine à avoir mon gagne pain quotidien ... seulement parfois mes parents m'informent des événements qui doivent avoir lieu: ce n'est pas comme au moment où étant en Espagne, j'arrivais à répondre à leurs diverses sollicitations. Donc ma place a changé un peu vis-à-vis de mes parents» (mal 01).

A côté d'effets sur le respect qu'on accorde au migrant, certains membres de la famille sont aussi chargés de nouveaux pouvoirs décisionnels pendant son absence. Si le migrant est aussi le chef de famille, en particulier, autres personnes sont demandées de le remplacer dans l'exercice de ses rôles conventionnels et dans la prise de décisions relatives à l'éducation des enfants, mariages, etc. Souvent se sont les femmes (mères, sœurs ou épouses) à s'occuper de l'allocation et de la

distribution de l'argent envoyé par le migrant. Pour plusieurs interviewés les effets de ces réorganisations des responsabilités continuent même après le retour, donnant lieu à une majeure concertation au sein de la famille et de ses membres dans la prise de décisions:

«Même après mon retour, il n'y a pas un grand changement [dans la responsabilité dans la prise de décisions familiales] car c'est ma femme qui continue de gérer. Je lui donne l'argent, ce que je dois donner, et elle règle tout. Même les factures d'électricité, c'est elle qui va les payer» (sen 01).

En effet, études sur la migration de retour suggèrent que des difficultés d'adaptation après le retour soient vécues pas seulement par les migrants eux-mêmes, mais aussi par ceux qui étaient restés au pays (Bovenkerk 1975). Les données recueillies dans le cadre de cette étude (exclusivement relatives au point de vue du migrant) nous ne permettent malheureusement pas d'effectuer des considérations à ce propos.

Ce n'est pas seulement le pouvoir décisionnel qui est redistribué pendant et après une expérience migratoire: dans plusieurs cas la famille bénéficie d'une majeure vigueur économique grâce à la migration d'un de ses membres. Selon plusieurs observateurs les transferts monétaires des migrants vers leur pays d'origine «se substituent à d'autres sources potentielles de revenus, augmentant la dépendance et diminuant 'l'habitude du travail', sans compter parmi les autres maux que les transferts des migrants occasionneraient: l'envie, la jalousie et le désir de consommation chez les non-migrants» (Ammassari 2006: 8). En opposition à cette interprétation d'une migration qui favorise le parasitisme et le manque d'initiative, à travers le soutien financier d'un migrant plusieurs activités entrepreneuriales sont promues à niveau local. Ce fait permet une majeure autonomie et indépendance à certains membres de la famille élargie:

«J'ai aidé mon oncle dans son commerce et j'ai aussi soutenu financièrement mon père dans son commerce car il ne lui restait plus rien» (mal 25).

«J'ai aidé deux de mes frères et un de mes cousins dans le domaine du commerce» (sen 15).

«J'ai aidé ma grande sœur à faire du commerce pour elle-même» (mal 22)

«Ma sœur. Elle devenue couturière» (sen 17).

«Ma femme qui fait du commerce et mon grand frère qui va en mer [ont bénéficié de ma migration]. Je leur ai acheté des choses pour cela. Il y a [aussi] un neveu à qui j'ai donné de l'argent pour relancer son commerce de quincaillerie» (sen 21).

«Ma femme fait l'élevage des poulets. Et elle le fait bien et sérieusement. Ça marche» (sen 08).

«J'ai pu soutenir aussi ma femme qui vendait déjà des fruits et autres petits condiments même avant mon départ. La proportion de mon intervention dans le ménage n'est pas trop consistante mais vient seulement en appoint au renforcement dans le budget du ménage et à appuyer l'activité génératrice de ma femme» (sen 03).

Surtout les femmes (mères, sœurs et épouses) d'un homme migrant ont la possibilité de monter leurs petites entreprises, avec des effets d'habilitation. Recherche menée parmi des femmes Sénégalaises et Maliennes, par exemple, a montré que les petites entreprises initiées par plusieurs femmes sont le résultat d'une aide financière venant souvent de l'extérieur (Lo 2007). D'une coté, les effets positifs de ces investissements à niveau local sont évidents: les ressources de la migration permettent à la famille et cercle sociale du migrant de promouvoir activités génératrices de revenus et favorisent la création locale d'emploi. Comme le souligne Ammassari: «[l]'argent transféré par les migrants est également employé pour la création d'activités rémunératrices pour des membres de la famille restés dans le pays d'origine et devant faire face au problème de manque d'emplois et de perspectives professionnelles» (Ammassari 2006: 27). D'autre coté, la demande de soutien pour promouvoir ces activités est un des facteurs à l'origine des difficultés d'un retour permanent pour le migrant même.

3.6 Défis et difficultés du retour

Plusieurs études et théorisations sur la migration de retour ont exploré les facteurs qui influencent le succès ou à la faillite de la réinsertion au pays d'origine pour chaque migrant. Dans ses nombreuses publications sur le sujet, par exemple, Cassarino (2004 et 2008) lie la réussite du projet de retour à la préparation ou *preparedness* du migrant. Selon cet auteur, trop souvent les politiques et les interventions en œuvre visant à faciliter la migration de retour n'opèrent aucune distinction entre les migrants en termes de leur lieu d'origine, condition sociale, motivations et perspectives de retour, compétences et occupation. En outre à déterminer une extrême variabilité dans les expériences des migrants, néanmoins, ces éléments signifient que chaque personne dispose d'une préparation au retour subjective. Cassarino suggère que cette préparation au retour est un facteur clé, capable de déterminer la réussite ou l'échec dans la réalisation du retour. Il ne s'agit pas seulement d'avoir 'préparé' son retour, mais plus généralement de disposer des ressources matérielles et immatérielles pour le réaliser. Selon Ammassari «[d]e nombreux problèmes sont liés à la réinsertion des migrants après leur retour dans leurs pays d'origine. [...] Les migrants de retour rencontrent généralement de nombreuses difficultés pour se réadapter au contexte d'origine, que se soit sur le lieu de travail ou dans la vie de tous les jours» (Ammassari 2006: 30). L'étude présentée ici montre que, dans l'accomplissement du retour au pays d'origine, les nombreuses difficultés auxquelles les migrants font face peuvent être distingués sur la base de leur ordre économique ou sociale.

Les difficultés d'ordre économique sont souvent citées comme les plus importantes dans la définition des possibilités d'une migration de retour. Dans les cas analysés dans le cadre de cette étude, retour implique quitter un contexte relativement riche pour des pays qui offrent des opportunités d'emploi limités et dans lesquels une économie moins diversifiée signifie que les compétences acquises pendant la migration ne sont souvent pas utilisables (Bovenkerk 1975). Dans ce sens, l'étude montre que plusieurs migrants s'investissent dans activités entrepreneuriales de préférence informelles, en s'appuyant sur des réseaux largement familiales et amicales plutôt qu'issus de besoins et compétences professionnelles. Le choix du secteur informel ne représente seulement une conséquence du manque de moyens, d'idées et de capacité d'innovation. De plus en plus, ce choix se révèle délibéré, résultat des difficultés croissantes d'accéder au secteur formel et au soutien nécessaire pour la création d'entreprise. Plus que la disponibilité de formation, d'accompagnement et de prospection économique, ce sont les barrières d'accès au crédit qui empêchent à beaucoup de migrants de retour avec des projets innovateurs et rentables de traduire leurs idées en entreprises réelles.

Les facteurs de nature économique sus nommés ne constituent qu'une partie des raisons qui posent des difficultés au migrant de retour. Les difficultés d'ordre social, souvent considérés secondaires, ont pourtant un poids également important dans la migration de retour. Les nouvelles dynamiques familiales, les transformations des rôles de genre et des relations entre générations, ainsi que les transformations plus amples au sein de la société provoquées par la migration ont la capacité d'influencer fortement le succès de chaque projet de retour. On pourrait, en fait, suggérer que la réussite de la réinsertion du migrant de retour dépend souvent de facteurs sociaux (comme par exemple le nombre de personne en charge), encore plus que de l'environnement économique du projet.

C'est en vertu des nombreuses difficultés économiques et sociales posés par le retour définitif que de plus en plus les migrants choisissent des formes de retour plus flexibles: retours temporaires, saisonniers, visites occasionnelles, etc. Grace à des va-et-vient fréquents, les déceptions du retour sont de moins en moins liées aux changements intervenus pendant la migration ou le résultat d'une

idéalisations dues à une longue absence du pays. Cette stratégie amène des fortes implications en termes des répercussions de la migration de retour sur le développement local.

Premièrement, cette étude souligne que pour promouvoir le développement au niveau de la communauté d'origine, la migration de retour ne doit pas obligatoirement être permanente. Comme Asiedu (2008) avait déjà noté pour le cas du Ghana, les visites au pays pour visiter parents et amis sont l'occasion d'importantes contributions en espèces et en nature. Ces dépenses, couplées aux investissements dans l'immobilier et dans les affaires, stimulent fortement l'économie. De plus que les migrants s'appuient dans leurs dépenses aussi au marché local. La pratique des retours non permanents, en outre, permet aux migrants de garantir un soutien continu aux activités économiques initiées par les autres membres non-migrants de la famille, ce qui promeut la création d'emploi et la circulation économique.

Une stratégie de retour de plus en plus populaire, l'alternance de périodes dans le pays d'origine et dans le pays d'immigration a des conséquences aussi sur la capacité d'épargne des migrants. Comme souligné aussi par Black et King (2004), beaucoup de migrants indiquent l'absence du pays comme une des conditions pour l'accumulation de richesse. Pendant les séjours à l'extérieur, en fait, non seulement les migrants ont accès au travail salarié, mais souvent ils arrivent à gérer avec moins d'efforts les demandes de soutien additionnelles de la famille. Néanmoins, les visites répétées au pays ont l'effet contraire de rendre l'accumulation de ressources plus difficile. Ces séjours sont assez coûteux, car ils demandent redistribution financière auprès de la famille et du cercle social du migrant, pour démontrer sa richesse et avaliser son statut social de migrant (Guilmoto, 1998). L'épargne utilisée à l'occasion de chaque retour réduit la disponibilité de ressources pour l'investissement productif.

Le rythme avec lequel s'alternent les séjours au pays et à l'extérieur a des effets significatifs aussi sur la réussite des investissements productifs des migrants. Le plus les séjours au pays sont de courte durée et les absences prolongées, le plus le migrant n'arrive à utiliser son temps que pour faire de la simple prospection ou pour suivre de près des investissements non productifs, tels que dans l'immobilier. D'un côté donc, la circularité aide le transfert continu de ressources à partir du pays d'immigration et permet au migrant le renouvellement continu d'un réseau de capital social. D'autre côté, les recherches menées sur la migration de retour en Afrique de l'Ouest ont déjà montré que plus la durée du séjour à l'extérieur est longue et plus l'impact du retour sur les transferts de capital financier, humain et social est positif ainsi que l'impact en termes de développement important (Ammassari 2004).

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les résultats de l'étude présentés dans les pages précédentes nous poussent vers la définition d'un nombre de recommandations politiques et d'action. Cette étude, en fait, a montré que la migration de retour a un potentiel impact positif sur le contexte de départ. Cela est largement le résultat des efforts des migrants de retour dans la réalisation d'investissements productifs en vue d'une réinstallation définitive, de la création d'emploi qu'en dérive surtout au sein de leurs familles, ainsi que du transfert de capital humain et social. C'est pourtant essentiel que ces aspects de la migration de retour soient pris en pleine considération dans la définition de programmes d'intervention, ainsi que dans les politiques qui concernent la migration de retour.

4.1 *Identification de leçons retenues et meilleures pratiques*

Avant de discuter plus en détail des recommandations liées à l'intégration d'une définition flexible et circulaire du retour dans les politiques et initiatives courantes, ainsi qu'à la promotion de l'investissement productif des migrants de retour, il faut premièrement souligner que les considérations présentés ici auront largement bénéficié de recherche plus approfondie sur les politiques et initiatives couramment implémentés dans les pays concernés. La courte durée de cette étude, en fait, a consenti la réalisation d'une revue non exhaustive et seulement assez superficielle des mesures législatives, des orientations et des accords politiques, des accords bi- et multilatéraux, ainsi que des initiatives concrètes en œuvre dans les différents pays.

Ces considérations nous poussent pourtant à formuler comme première recommandation celle de recenser et d'analyser, avec recherche ultérieure rigoureuse et détaillée, les nombreuses politiques et initiatives concrètes de facilitation de la migration de retour promues à niveaux des institutions étatiques, des organismes internationales et des organisations non gouvernementales. Cet approfondissement permettrait de fournir déjà quelques réponses aux lignes d'attention spécifiés ci-dessous, ainsi que d'**identifier les leçons retenues et meilleurs pratiques** à partir de l'expérience courante.

Il faut néanmoins souligner aussi que, même si bien étudiées et solides, les politiques et initiatives pour la gestion des migrations seront difficilement capables de répondre de façon exhaustive à la 'demande de retour', ainsi qu'à la 'demande d'émigration' (Collyer 2004; Martin 2006) dans les pays concernés. Le cas de la Mauritanie, par exemple, a été éclatant à cet égard: après la signature de l'accord avec l'Espagne pour l'organisation de la migration saisonnière, «les candidats à l'émigration vers l'Espagne ont afflué par milliers pour s'inscrire auprès des guichets de l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ) à tel point que les responsables de cette agence ont dû organiser une conférence de presse pour apporter les éclaircissements nécessaires suite à ces demandes d'inscription et aux rumeurs qui les accompagnaient» (Saleh 2008: 7-8). Il faut pourtant mettre de côté l'illusion que la gestion concertée des migrations entre pays de départ et de destination puisse embrasser entièrement le phénomène. En outre, quand il s'agit de travailleurs migrants peu qualifiés, comme dans la plupart des cas dans les pays concernés par cette étude, il faut aussi être conscients que le débat autour du 'brain drain' et de son revers après le retour ou 'brain gain' n'est pas toujours pertinent. Cette étude a toutefois souligné quelques éléments utiles pour analyser l'impact en termes de développement du retour de migrants non qualifiés.

4.2 Vers un concept politique exhaustif du retour

Cette étude a montré que dans les pratiques spontanées des migrants, le retour est de plus en plus conçu comme un processus non définitif, mais de nature temporaire, provisoire, saisonnière, etc. Dans le cadre des politiques, au contraire, la conception du 'retour' diffère largement de ce modèle. Les politiques et mesures de l'Espagne, comme celles de l'UE et d'autres pays européens, révèlent une interprétation du 'retour' comme 'sortie de son terroir' des immigrants non désirés ou mal intégrés dans le contexte économique et social du pays d'accueil (Cassarino 2008). L'expulsion forcée et la facilitation du retour pour personnes en conditions de vulnérabilité sociale⁴⁵ s'interprètent en ce sens. L'étude présentée ici, par contre, souligne que de plus en plus dans les pratiques spontanées des migrants, le retour assume des caractéristiques flexibles. Loin de correspondre exclusivement avec le départ du pays d'immigration en vue d'une réinstallation définitive dans le pays d'origine, le retour est un collage de mobilités et sédentarités qui s'alternent dans le pays de départ et d'accueil. Cette conclusion pousse les décideurs politiques vers l'**adoption d'une vision circulaire de retour** qui mieux reflète les stratégies adoptées de manière volontaire par les migrants eux mêmes.

On encourage aussi les décideurs politiques à adopter un **engagement explicite et direct vers le retour** et à l'incorporer dans les programmes courants de gestion des migrations. A l'occasion de la déclaration de Tripoli les états Africains et Européens se sont engagés à trouver des solutions partagées pour la gestion du phénomène migratoire. On a pourtant convenu qu'une bonne gestion de la migration est pré-condition pour la mise en valeur du potentiel de la migration dans la promotion du développement et que, parmi les formes de migration régulière, la migration saisonnière devrait être facilitée⁴⁶. En effet, les politiques des états se tournent de plus en plus vers la migration circulaire comme modèle gagnant-gagnant-gagnant, qui permet la maximisation des bénéfices au même temps pour les pays d'origine (en termes de transferts de capital humain, social et financier) et de destination (possibilité de répondre à des besoins temporaires du marché de travail local), ainsi que pour les migrants eux-mêmes (acquisition de nouvelles ressources sans perdre ses racines dans le pays d'origine). Cependant, en dépit de son importance au sein du concept de circulation, le retour n'a reçu qu'une attention indirecte.

Les mesures de gestion des migrations et les lignes politiques qui les encadrent doivent comprendre, en particulier, une **attention énoncée pour les contextes d'origine** en tant que lieu où le retour se matérialise. Le cas des programmes de migration de travail temporaire et saisonnière est, de ce point de vue, éclatant. Les experts ont notamment examiné les conséquences de la migration temporaire et circulatoire pour les pays d'accueil (Martin 2006), toutefois les conséquences pour les pays de départ ont plus rarement été objet d'analyse (Castles 2008). La composante liée spécifiquement au retour des migrants après une expérience de travail temporaire à l'extérieur doit être objet d'une attention majeure dans le cadre de ces programmes, surtout en termes des répercussions du retour sur le développement des contextes d'origine. Comme le confirme aussi Collyer: «c'est douteux que les programmes de migration de travail temporaire aient effets de développement significatifs, au moins qu'une plus grande attention soit dédiée aux objectifs des pays de départ»⁴⁷ (Collyer 2004: 44). Les mesures de promotion de la circulation et de la migration de retour non définitive, entre quels notamment les programmes de migration saisonnière, doivent reconnaître les facteurs qui rendent ces pratiques réellement favorables dans les contextes d'origine des migrants. Une meilleure connaissance de ces conditions consentirait aux

⁴⁵ Voir par. 2.2.

⁴⁶ Voir http://www.africa-union.org/root/au/Conferences/Past/2006/November/SA/EU/joint_declaration.doc.

⁴⁷ «It is doubtful that temporary labour migration schemes will have significant development effects unless greater attention is paid to the objectives of countries of origin». TdA.

politiques et initiatives de mieux en pouvoir répliquer les bénéfices. En particulier, les gains de la migration de retour pourraient être mieux exploités dans les contextes d'origine s'il existait des politiques nationales solides et scrupuleusement implémentés.

En vue d'une gestion plus efficace des migrations on reconnaît aussi un fort besoin d'une conception plus réaliste des bénéfices de la migration de retour dans les pays d'origine et surtout du **temps nécessaire pour leur réalisation**. En particulier, cette étude confirme les résultats d'autres recherches en indiquant que les migrants ont une tendance à ne pas retourner définitivement dans le pays d'origine qu'après une expérience relativement longue de migration. Ce fait est ultérieurement renforcé par la constatation que le mieux un migrant est intégré dans le contexte d'immigration, le plus important est le transfert de capital humain, social et financier vers le contexte de départ. Selon Collyer, «la durée du séjour à l'extérieur aura une probable influence sur l'épargne et les compétences acquises et ces deux éléments sont importants en termes des transferts et de l'impact de la migration de retour»⁴⁸ (Collyer 2004: 26). En particulier, autres recherches ont montré que les migrants qui rentrent après plus longtemps à l'extérieur investissent des ressources financières majeures et ont plus de succès dans leurs activités entrepreneuriales (McCormick et Wahba 2001 et 2003). En Afrique de l'Ouest en particulier, Ammassari (2004) suggère sur la base de sa recherche que, plus la durée du séjour à l'extérieur est longue, et plus l'impact du retour sur les transferts de capital financier, humain et social est important. Ce constat suggère que pour mieux promouvoir développement dans son pays, le sujet doit avoir une histoire de migration solide et d'une certaine durée. En outre, l'étude présentée ici montre que certains effets de la migration et du retour seront visibles seulement dans le long terme, comme c'est le cas des investissements des migrants dans la scolarisation et l'éducation de leurs enfants.

Ces considérations sur la durée optimale de l'expérience migratoire poussent vers un nombre de réflexions pertinentes à propos des programmes de gestion concerté des migrations. Les programmes de migration saisonnière, en particulier, empêchent souvent l'instauration d'une migration véritablement 'circulaire', pour la substituer avec une migration 'temporelle' répétée. Comme on a déjà indiqué dans cette étude, rarement les politiques adoptent une véritable distinction entre ces deux termes⁴⁹. Dans la réalité, cependant, la migration circulaire s'appuie sur un engagement constant du migrant dans les différents pays (d'origine et de destination). Par contre dans le cas de la migration temporaire les rapports avec le pays d'immigration peuvent être complètement interrompus à l'occasion des retours. Imposer des limitations temporelles aux migrants (dans le cas des programmes de migration saisonnière avec l'alternance des séjours et dans le cas d'autres programmes d'assistance au retour avec l'impossibilité légale de re-émigrer vers le pays d'accueil) imposent des limitations à la libre exploitation du capital social, humain et financier des migrants qui doivent être prises en considération. En effet, comme l'ont souligné Newland et ses collègues, les effets positifs de la circulation migratoire dérivent largement de la liberté des migrants de se déplacer volontairement entre pays dans le poursuit de leurs intérêts (Newland, Agunias, *et al.* 2008). Il serait essentiel de mieux comprendre si l'utilisation d'une modèle de migration temporelle, plutôt que véritablement circulaire, par ces programmes amène des répercussions sur le retour des migrants. D'un côté ce demanderait nouvelles recherches plus approfondies sur ce point, de l'autre côté la période d'existence de ces programmes dans les pays concernés par cette étude est au présent trop courte pour permettre une évaluation cohérente.

⁴⁸ «Length of time spent abroad will be likely to influence savings and skills acquired and both are important in terms of remittances and the impact of return migration». TdA.

⁴⁹ Voir par 1.2.3 et de Haas (2007) pour une discussion plus approfondie sur ce point.

4.3 Soutien aux investissements productifs et promotion de l'entrepreneuriat

Les accords entre Etats pour la mise en œuvre de programmes pour la migration légale se sont occupés de monter des mécanismes de gestion de la migration saisonnière, mais aussi de fournir formation aux travailleurs migrants en vue d'une alternance entre le travail à l'étranger et la réinsertion de retour au pays⁵⁰. Cette étude montre que la formation n'est qu'un des éléments qui peuvent accompagner les migrants de retour et que souvent il ne s'agit pas d'une priorité dans la perception des migrants eux-mêmes. Beaucoup de travail reste à faire dans le domaine de l'assistance au retour et quelques points clé sont résumés ci-dessous.

L'aide, l'assistance et la promotion du retour doivent prévoir le **travail conjoint avec les plus larges initiatives de co-développement**. La reconnaissance de l'importance de la circularité et des liens transnationaux des migrants dans le processus de retour, en effet, signifie rendre moins nette la distinction entre 'retour' tout court et 'migration' même. La conception courante du 'retour' dans les politiques et initiatives en vigueur rarement «prend en considération les conditions post-retour des migrants, tant moins leur potentiel humain et financier comme participants dans le développement»⁵¹ (Cassarino 2008: 98). Dans cet esprit, la promotion de nouvelles politiques ou initiatives de soutien au retour devrait souhaiter un travail en synergie avec les nombreux efforts qui sont déjà en place dans le domaine du co-développement.

L'introduction de mesures de soutien qui ne s'adressent pas seulement aux projets associatifs et sociaux typiques du co-développement, mais aussi aux projets économiques promus par sujets privés est essentielle. En particulier, la **promotion de l'entrepreneuriat et du travail autonome** au pays d'origine présente un fort potentiel pour l'investissement productif et la création d'emploi. Ce processus de développement de la micro entreprise et de l'auto emploi devrait s'appuyer à la promotion par les gouvernements des pays d'origine d'un environnement économique plus fertile. Plus concrètement, cela demande de mettre en place mesures pour l'assistance dans l'accès au crédit formel et facilitations fiscales pour ceux qui rentrent avec un projet entrepreneurial de création d'emploi. Ces éléments sont indispensables pour la promotion des investissements de nature productive.

En Afrique de l'Ouest comme ailleurs, ce sont surtout les pays d'accueil «qui s'engagent le plus dans la promotion et mise en place de politiques d'aide au retour et à la réinsertion» (Ammassari 2006: 51). Il faudrait pourtant **promouvoir un engagement dans le soutien au retour de la part aussi des pays d'origine** et l'identification d'actions conjointes et coordonnées avec ceux des pays d'accueil. Dans ce sens, un nombre de mesures sont souhaitables, telles que:

- La mise en réseau des migrants avec le secteur privé dans le pays d'origine et dans le pays d'immigration pour favoriser les échanges et le partenariat avec acteurs économiques existants. L'existence d'un réseau et la possibilité de cultiver son capital social sans l'obligation courante de se déplacer entre pays pourrait encourager les retours définitifs.
- L'identification d'initiatives, projets et acteurs couramment actifs dans le domaine de la création d'emploi dans les lieux d'origine, pour créer des liens et multiplier les résultats.
- La facilitation de la réinsertion des migrants de retour dans le marché du travail local et, en particulier, la promotion d'un marché capable d'absorber les migrants circulaires.

⁵⁰ Comme par exemple dans l'accord assigné en 2007 entre la Mauritanie et l'Espagne.

⁵¹ «does not take into account migrants' post-return conditions, let alone their human and financial potential as participants in development». TdA.

- La définition d'accords entre pays d'origine et pays d'accueil en termes de sécurité sociale est un autre élément crucial pour promouvoir la migration de retour définitif, favoriser sa soutenabilité de long terme et permettre le rechange de la population migrante.

Dernièrement, cette étude encourage à l'**identification de lignes d'action qui s'appuient aux réseaux spontanés des migrants**. Les entretiens effectués avec les migrants maliens et sénégalais ont souligné l'importance des réseaux familiales et amicales tout au long des parcours migratoires, y inclus le retour au pays d'origine. Les stratégies de retour comportent la participation de la famille dans plusieurs manières: la famille est le principal pourvoyeur d'informations sur le contexte de départ pour la planification du retour, la réunification avec la famille est parmi les raisons plus citées du retour, membres de la famille sont souvent engagés dans les entreprises et dans les affaires promues par les migrants de retour, la famille demande une réorganisation des rôles et responsabilités après le retour⁵². La migration circulaire est fortement enracinée dans l'histoire et les traditions migratoires de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que dans ces réseaux sociaux locales. Les politiques et initiatives en faveur de la migration circulaire doivent donc tenir compte de sa dimension de stratégie familiale et sociétale et s'adresser au migrant ainsi qu'à son réseau plus ample d'appartenance. La plupart des programmes de soutien à la migration de retour, par contre, s'intéressent exclusivement aux migrants eux-mêmes. Une attention pour les réseaux familiaux des migrants serait un atout dans ces programmes, ainsi que l'identification de spécificités de la migration féminine pour adresser les femmes travailleuses migrantes.

⁵² Sur ces aspects voir aussi Tiemoko (2004).

ABREVIATIONS

AESCO	America España Solidaridad y Cooperacion
ANAPEJ	Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (Mauritanie)
AOF	Afrique Occidentale Française
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CE	Commission Européenne
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEIFO	Centre for Research in International Migration and Ethnic Relations
CeSPI	Centro Studi di Politica Internazionale
CIGEM	Centre d'Information et de Gestion des Migrations (Mali)
CRE	Croix Rouge Espagnole
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DGME	Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur
DIADEM	Diasporas Droits Humains Développement et Migration
DIAPOL	Enda Prospectives Dialogues Politiques
DNSI	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (Mali)
DPEE	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (Sénégal)
EMUS	Enquête sur les Migrations et l'Urbanisation au Sénégal
ENDA	Environnement et Développement du Tiers Monde
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	Fond Européen de Développement
GCIM	Global Commission for International Migration
(Plan) GRECO	Global de Regulación y Coordinación de la Extranjería e Inmigración
GTDF	Geneva Trade and Development Forum
INE	Instituto Nacional de Estadística
MMEIA	Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine
MPDL	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté
NOMRA	Network on Migration Research in Africa
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSIM	Organisations de Solidarité Issues des Migrations
PHRDA	Population Human Resources and Development in Africa
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
REMUAO	Réseau Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat (Mali)
TdA	Traduction de l'Auteur
TOKTEN	Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals
UE	Union Européenne

BIBLIOGRAPHIE

- Adepoju, A. (2005). "Migration in West Africa". Rapport pour *Global Commission on International Migration*, septembre.
- Adepoju, A. et T. Hammar, Dir. (1996). *International Migration in and from Africa: Dimensions, Challenges and Prospects*. Dakar, Population Human Resources and Development in Africa (PHRDA). Stockholm, Centre for Research in International Migration and Ethnic Relations (CEIFO).
- Ammassari, S. (2006). Gestion des migrations et politiques de développement: optimiser les bénéfices de la migration internationale en Afrique de l'Ouest. *Cahiers de migrations internationales*. Geneva, OIT. 72E.
- Ammassari, S. (2004). "From Nation-Building to Entrepreneurship: The Impact of Élite Return Migrants in Côte d'Ivoire and Ghana." *Population, Space and Place* 10(2): 133-154.
- Ammassari S. et R. Black (2001). Harnessing the potential of migration and return to promote development: applying concepts to West Africa. *IOM Migration Research Series* 5. Genève, OIM.
- Amin, S. (1969). *Le monde des affaires sénégalais*. Paris, Éditions de Minuit.
- Amuedo-Dorantes, C. et S. de la Rica. (2007). "Labour Market Assimilation of Recent Immigrants in Spain." *British Journal of Industrial Relations*, 45(2): 257-284.
- Anarfi, J. K. et S. Jagare (2005). Towards The Sustainable Return of West African Transnational Migrants: What Are The Options? Communication à la conférence: "New Frontiers of Social Policy". Arusha, 12-15 Décembre.
- Anwar M. (1979). *The Myth of Return: Pakistanis in Britain*. London, Heinemann.
- Asiedu, A. (2005). "Some benefits of migrants' return visits to Ghana." *Population, Space and Place* 11(1): 1-11.
- Azam, J.P. et F. Gibert (2002). *Ceux de Kayes: l'effet des transferts des émigrés maliens sur leur famille d'origine. Immigration, marché du travail, intégration*. Paris, Commissariat Général du Plan: 203-230.
- Bakewell, O. (2009). "South-South Migration and Human Development: Reflections on African Experiences". *Human Development Research Paper* 7. New York: Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport mondial sur le développement humain.
- Ba, C.O., M. Awumbila *et al.* (2008). *Illegal Migration in West Africa*. Dakar, Open Society Initiative for West Africa.
- Ba, H. (2006). "Labour Migration Statistics in West Africa." *ILO International Migration Papers* 79E.
- Barten, J. (2009). *Families in movement: transformation of the family in urban Mali, with a focus on intercontinental mobility*. Leiden, African Studies Centre, African studies collection.
- Banque Mondiale. (2003). *Global Development Finance*. Washington, DC, Banque Mondiale.
- Bava, S. (2003). "De la 'baraka aux affaires': éthos économique-religieux et transnationalité chez les migrants sénégalais mourides." *Revue des migrations internationales* 19(2): 69-84.
- Bensaâd, A. (2009). Mauritanie: L'inhibition des "effets retour" de circulations migratoires diverses et intenses. *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest. Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines*. M. Trémolières. Geneva, OECD: 169-184.
- Bertoncello, B. et S. Bredeloup (2000). "Commerce africain, réseaux transnationaux et société locale." *Hommes et Migrations* (1224): 5-21.

- Black, R. et R. King. (2004). Editorial introduction: migration, return and development in West Africa. *Population, Space and Place* 10(2): 75-83.
- Black, R., R. King, *et al.* (2003). Migration, return and small enterprise development in Ghana: a route out of poverty?, *Sussex Migration Working Paper* no. 9, Sussex Centre for Migration Research.
- Bovenkerk, F. (1974). *The sociology of return migration: a bibliographic essay*. The Hague, Martinus Nijhoff.
- Bryceson, D.F. et U. Vuorela, dir. (2002). *The transnational family: new European frontiers and global networks*. Berg, Oxford.
- Bruzzone, T., P.D. Fall *et al.* (2006). *Le milieu sénégalais et l'action transnationale des migrants*, Centro Studi di Politica Internazionale (CeSPI).
- Cachon Rodriguez, L. (2002). "La formación de la España inmigrante: Mercado y ciudadanía." *Revista española de investigaciones sociológicas*, 97: 95-126.
- Cangiano, A. et S. Strozza (2008). "Foreign Immigration in Southern European Immigration Countries. New Evidence from National Data Sources." Bonifazi, C., M. Okolski *et al.* (dir.) *International Migration in Europe. New Trends and New Methods of Analysis*. Amsterdam, Amsterdam University Press: 153-173.
- Carling, J. (2008). The human dynamics of migrant transnationalism. *Ethnic and racial studies*, iFirst article, 1-26.
- Cassarino, J.-P. (2008). "Editorial Introduction." *International Journal on Multicultural Societies UNESCO* 10(2): 95-105.
- Cassarino, J.-P. (2004). "Theorising Return Migration: The Conceptual Approach to Return Migrants Revisited." *International Journal on Multicultural Societies* 6(2): 253-279.
- Castles, S. (2008). Development and Migration – Migration and Development: What comes first? Communication à la Conférence *Migration and Development: Future Directions for Research and Policy*. New York City, Social Science Research Council Conference, 28 février - 1 mars.
- Castles, S. (2006). Back to the Future? Can Europe Meet its Labour Needs through Temporary Migration? *International Migration Institute Working Paper*, University of Oxford.
- Cerese, F.P. (1974). "Expectations and reality: a case study of return migration from the United States to Southern Italy." *International Migration Review* 8(26): 245-262.
- Ceschi, S. et A. Stocchiero (dir). (2006). *Relazioni transazionali e co-sviluppo. Associazioni e imprenditori senegalesi tra Italia e luoghi di origine*. Torino, L'Harmattan Italia.
- Collyer, M. (2007). "In-Between Places: Trans-Saharan Transit Migrants in Morocco and the Fragmented Journey to Europe." *Antipode* 39(4): 668-690.
- Collyer, M. (2004). "The Development Impact of Temporary International Labour Migration on Southern Mediterranean Sending Countries: Contrasting Examples of Morocco and Egypt." *Sussex Centre for Migration Research Working Paper* T6.
- Cordell, D.D., J.W. Gregory, *et al.* (1996). *Hoe and Wage: A Social History of a Circular Migration System in West Africa*. Boulder, Co. / London, Westview Press.
- le Damier Mali (2006). *Etude de capitalisation sur les projets de réinsertion au Mali*. Kayes, mars.
- Daum, C. (1994). Ici et là-bas, immigration et développement: les associations des immigrés ouest-africains en France. *Migrations Société* 32: 99–110.
- de Bruijn, M., H. Van Dijk, *et al.* (2001). Cultures of travel: Fulbe pastoralists in central Mali and Pentecostalism in Ghana. *Mobile Africa. Changing Patterns of Movement in Africa and Beyond*. M. De Bruijn, R. Van Dijk *et al.* D. Foeken. Leiden, Brill: 63-88.
- de Haan A. (1999). Livelihood and poverty: the role of migration. A critical review of the migration literature. *Development Studies* 36(2): 3-47.
- de Haas, H. (2007a). The myth of invasion. Irregular migration from West Africa to the Maghreb and the European Union. *IMI research report*. Oxford, IMI.
- de Haas, H. (2007b). "Turning the Tide? Why Development Will Not Stop Migration." *Development and Change* 38(5): 819–841.

- de Haas, H. (2005). "International Migration, Remittances and Development: myths and facts." *Third World Quarterly* 26(8): 1269-1284.
- Diagne Y.S., F. Diane. (2008). Impact des transferts des migrants sur la pauvreté au Sénégal. Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE). Rapport d'étude. Dakar.
- Diatta, M.A. et N. Mbow (1999). "Releasing the Development Potential of Return Migration: The Case of Senegal." *International Migration* 37(1): 243-265.
- Dustmann, C. (2003). "Return Migration, Wage Differentials, and the Optimal Migration Duration." *European Economic Review* 47(2): 353-369.
- Duval, E.J. (2005). *L'épopée des tirailleurs sénégalais*. Paris, l'Harmattan.
- Duval, D.T. (2004). "Linking return visits and return migration among Commonwealth Eastern Caribbean migrants in Toronto." *Global Networks* 4(1): 51-67.
- Ebin, V. (1996). Making room versus creating space: the construction of spatial categories by itinerant Mouride traders. In *Making Muslim Space in North America and Europe*, Metcalf BD (dir). Berkeley, University of California Press: 92-109.
- Ebin, V. et R. Lake. (1992). "Camelots Sénégalais à New York." *Hommes et Migrations* 1160: 20-26.
- Faist T. (2008). Migrants as transnational development agents: an inquiry into the newest round of the migration-development nexus. *Population, Space and Place* 14(1): 21-42.
- Fall, A.S. (1998). Migrants' long distance relationships and social networks in Dakar. *Environment and Urbanisation*, 10(1): 135-145.
- Fall, P.D. (2008). Migration internationale et développement dans le Nguénar sénégalais. In *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés*, Diop MC (dir). Paris, Crepos-Karthala-UN Habitat: 195-210.
- Fall, P.D. (2007). La dynamique migratoire ouest africaine entre ruptures et continuités. Communication à *IMI African Migrations Workshop*. Accra, Ghana.
- Fall, P.D. (2003). *Migrations internationales et droits des travailleurs au Sénégal*. Paris, UNESCO.
- Fernández, C. et C. Ortega. (2008). "Labor market assimilation of immigrants in Spain: employment at the expense of bad job-matches?" *Spanish Economic Review* 10: 83-107.
- Findley, S.E. (1997). Migration and Family Interactions in Africa. *Family, Population and Development in Africa*. A. Adepaju. London, Zed Books.
- Findley, S.E. et S. Sow (1998). From season to season: agriculture, poverty and migration in the Senegal River Valley. *Emigration Dynamics in Developing Countries. Volume I: Sub-Saharan Africa*. R. Appleyard. Aldershot, Ashgate: 69-144.
- Fleischer, A. (2006). Family, Obligations, and Migration: the Role of Kinship in Cameroon. *Working Paper*, Max Plank Institute for Demographic Research
- Fresia, M. (2009). "Les enjeux politiques et identitaires du retour des réfugiés en Mauritanie: vers une difficile "réconciliation nationale." *Politique africaine* 114: 44-66.
- Gauvrit, L. et G. Le Bahers (2004). "Pratiques associatives des migrants pour le développement de leur pays d'origine: le cas des migrants maliens de France originaires de la Région de Kayes", FSP Codéveloppement/Mali.
- Geronimi, E. (2004). Acuerdos bilaterales de migración de mano de obra: Modo de empleo. *Working Paper Geneva, ILO*. 66.
- GCIM. (2005). *Migration in an Interconnected World: New Directions for Action*. Report of the Global Commission for International Migration: Geneva.
- Glick Schiller, N. (2003). The centrality of ethnography in the study of transnational migration: seeing the wetlands instead of the swamp. In *America Arrivals*. Foner N (dir). Santa Fe, NM, School of American Research: 99-128.
- Glick Schiller N., L. Basch, C. Szanton Blanc, dir. (1992). *Toward a Transnational Perspective on Migration*. New York, New York Academy of Sciences.
- Gmelch, G. (1980). "Return Migration." *Annual Review of Anthropology* 9: 135-159.

- Gnisci, D. et M. Trémolières (2006). Les migrations. *Atlas de l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest*. N. Robin (dir). CEDEAO/OECD.
- Gonin, P. et N. Robin (2006). *Les routes migratoires par le Sénégal. Immigration, Transit et Rétention*. Marseille, IREMAM
- Goodman L. 1961. Snowball sampling. *The Annals of Mathematical Statistics* 32(1): 148-170.
- Grillo, R. et B. Riccio (2004). Translocal development: Italy–Senegal. *Population, Space and Place* 10(2): 99-111.
- GTDF (2008). *Labour Mobility a win-win-win model for Trade and Development*. Geneva Trade and Development Forum. Crans Montana, Switzerland.
- Gubert, F. (2002). "Do Migrants Insure Those who Stay Behind? Evidence from the Kayes Area (Western Mali)." *Oxford Development Studies* 30(3): 267-287.
- Guilmoto, C.Z. (1998). Institutions and migrations. Short-term versus long-term moves in rural West Africa. *Population Studies*, 52 (1): 85-103.
- Hammar, T., G. Brochmann et al., Eds. (1997). *International Migration, Immobility and Development. Multidisciplinary Perspectives*. Oxford, Berg.
- Hoggart, K. et C. Mendoza (2000). "African Immigrant Workers in Spanish Agriculture." *Working Paper 2*, Center for Comparative Immigration Studies.
- Hondagneu-Sotelo, P. et E. Avila (1997). 'I'm here but I'm there?': The meanings of Latina transnational motherhood. *Gender and Society* 11(5): 548-571.
- Jabardo-Velasco, M. (2006). *Senegaleses en España. Conexiones entre origen y destino*. Madrid, Observatorio Permanente de la Inmigración.
- Jettinger, B. (2005). *Senegal country study. A part of the Report on Informal Remittance Systems in Africa, Caribbean and Pacific (ACP) Countries*. Oxford, COMPAS.
- Keita, S. (2009). "La contribution des maliens de l'extérieur au développement de leur pays". Communication à l'Expert meeting *Contribution of Migrants to Development: Trade, Investment and Development Linkages*, Genève, 29 Juillet.
- Keita, S. (2008). *Migration malienne vers l'Espagne et tissu associatif du Mali*, Rapport d'étude MPDL, janvier.
- Keita, S. (2005). "Migrations internationales et mobilisation des ressources: les Maliens de l'extérieur et la problématique du développement". Communication à la *XXV Population Conference*, International Union for the Scientific Study of Population (IUSSP), Tours, France, 18-23 Juillet.
- King, R., G. Lazaridis et al. (2000). *Eldorado or fortress? Migration in Southern Europe*. Basingstoke, Macmillan.
- King, R., R. Skeldon, et al. (2008). "Internal and International Migration: Bridging the Theoretical Divide." *Working Paper 52*, Sussex Centre for Migration Research.
- King R. (dir). 1986. *Return Migration and Regional Economic Problems*. Croom Helm: London.
- King R. 2000. "Generalisations from the history of return migration". In *Return Migration: Journey of Hope or Despair?* Ghosh B (dir); IOM: Geneva; 7-55.
- Kómoláfé, J. (2002). "Searching for Fortune: The Geographical Process of Nigerian Migration to Dublin, Ireland." *Ìrìnkèrindò: a Journal of African Migration* 1.
- Lambert, M.C. (2002). *Longing for exile: migration and the making of a translocal community in Senegal, West Africa*. Portsmouth (NH), Heinemann.
- Lalou, R. (1996). "Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest face à la crise". *Crise et population en Afrique, crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*. J. Coussy et J. Vallin. Paris., Etudes du CEPED. 13: 345-373.
- Lecomte, E. (2009). "Mali. Des processus migratoires d'abord intra-africains". *Chronique internationale de l'IRES*, 118.
- le Guay, C. (2002). "Entre Saint-Denis et le Mali, une citoyenneté sur deux continents." *Hommes & migrations* 1239

- Lessault, D. et C. Beauchemin (2009). "Ni invasion, ni exode. Regards statistiques sur les migrations d'Afrique subsaharienne." *Revue Européenne des Migrations Internationales* 25(1): 163-194.
- Ley, D. et A. Kobayashi. (2005). Back to Hong Kong: return migration or transnational sojourn? *Global Networks* 5(2): 111-127.
- Lindstrom, C. (2002). *Report on the situation of refugees in Mauritania: findings of a three-week exploratory study*, October-November 2002. Cairo, Forced Migration and Refugee Studies (FMRS), the American University in Cairo.
- Lo, M.S. (2007). Beyond Instrumentalism: Interrogating the Micro-dynamics, Gendered and Social Impacts of Remittances in West Africa. Communication à la Conférence *International migration, multi-local livelihoods and human security. Perspectives from Europe, Asia and Africa*. 30-31 Aout, den Haag, Institute of Social Studies.
- Long, L.D. et E. Oxfeld, dir. (2004). *Coming Home? Refugees, Migrants and Those Who Stayed Behind*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press: 1-15.
- Makinwa-Adebusoye, P. (1992). The West African migration system. *International Migration Systems: a Global Approach*. M. M. Kritz, L. Lean et H. Zlotnik (dir.). Oxford, Clarendon: 63-79.
- Malainine, M. L. (2005). *Les statistiques sur la migration de main d'oeuvre en Mauritanie*, OIT, Projet "Migration de main d'oeuvre pour l'intégration et le développement en Afrique de l'Ouest.
- Manchuelle, F. (1997). *Willing Migrants: Soninke Labor Diasporas, 1848-1960*. James Currey: London.
- Marcus, G.E. (1995). Ethnography in/of the world system: the emergence of multi-sited ethnography. *Annual Review of Anthropology* 24: 95-117.
- Marin Leiva, F. (2009). "Politique des migrations de travail en Espagne et sa mise en œuvre". Communication à *Atelier de formation sur les politiques de gestion de la main d'œuvre OIM-BIT*, Dakar, 9 Juin.
- Martin, P. (2006). Managing Labor Migration: Temporary Worker Programmes for the 21st Century. Communication à *International Symposium on International Migration and Development*. Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nations Secretariat, Turin, Italie.
- Massey D.S., J. Arango, et al. (1998). *Worlds in Motion: Understanding International Migration at the End of the Millennium*. Oxford, Clarendon.
- Massey, D.S. (1987). The ethnosurvey in theory and practice. *International Migration Review* 21(4): 1498-1522.
- McCormick, B. et J. Wahba (2003). 'Return International Migration and Geographical Inequality: The Case of Egypt', *Journal of African Economies* 12(4): 500-532.
- McCormick, B. et J. Wahba (2001). 'Overseas Work Experience, Savings and Entrepreneurship Amongst Return Migrants to LDCs', *Scottish Journal of Political Economy* 48(2): 164-178.
- Mendola, M. (2006). "Rural out-migration and economic development at origin. What do we know?", *Sussex Centre for Migration Research*.
- Ministère de l'Economie et des Finances, République du Sénégal, Direction de la Prévention et de la Statistique. (2004). *Rapport de Synthèse de la Deuxième Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM-II)*, Juillet.
- Merabet, O. et F. Gendreau (2007). *Les questions migratoires au Mali. Valeurs, sens et contresens*. Paris, TRANSTEC.
- Newland, K., D. R. Agunias, et al. (2008). Learning by Doing: Experiences of Circular Migration. *MPI Insight* Washington DC, Migration Policy Institute.
- Ndione, B. et A. Broekhuis (2006). Migration international et développement. Points de vue et initiatives au Sénégal, Migration and Development Series *Working Paper* 8, Radboud University, Nijmegen, the Netherlands.

- Ndione, B. et R. Lalou (2005). "Transferts de revenus, investissements, obligation de dons? Les usages économiques et sociaux de l'argent de la migration au Sénégal (Dakar, Touba, Kaolack) et au Mali (Bamako, Kayes)". Communication au *Congrès International de la Population*, Tours, IUSSP, 18-23 juillet.
- Newland, K., D. R. Agunias, *et al.* (2008). *Learning by Doing: Experiences of Circular Migration. MPI Insight* Washington DC, Migration Policy Institute.
- NOMRA (1998). *International Migration and Africa: Trends and Prospects for the 21st Century*. Paris, UNESCO.
- OECD (2008). "Return Migration: A New Perspective." *International Migration Outlook SOPEMI* 2008(10): 236-312
- OIM (2008). *World Migration 2008. Managing Labour Mobility in the Evolving Global Economy*. Genève, OIM.
- Olesen, H. (2002). "Migration, Return, and Development: An Institutional Perspective." *International Migration* 40(5): 125-150.
- Orellana, M.F., B. Thorne, *et al.* (2001). Transnational Childhoods: The Participation of Children in Processes of Family Migration. *Social problems* 48(4): 572-591.
- Ortega Pérez, N. (2003). "Spain: Forging an Immigration Policy." *MPI Migration Information Source*, Washington DC, Migration Policy Institute.
- Osili, U.O. (2004). "Migrants and Housing Investments: Theory and Evidence from Nigeria." *Economic Development and Cultural Change* 52 (4): 821-849.
- Ouédraogo, D. (2002). "Migrations circulaires et enjeux identitaires en Afrique de l'Ouest." *Les Cahiers du Gres* 3(1): 7-23.
- Panizzon, M. (2008). *Labour mobility: A win-win-win model for trade and development. The case of Senegal*. Geneva, Geneva Trade and Development Forum.
- Papademetriou D, Martin P (dir). 1991. *The Unsettled Relationship: Labor Migration and Economic Development*. Greenwood Press: Westport, CT.
- Parreñas, R.S. (2005). Long distance intimacy: class, gender and intergenerational relations between mothers and children in Filipino transnational families." *Global networks* 5(4): 317-336.
- Piper, N. (2009). Guest editorial. The complex interconnections of the migration-development nexus: a social perspective. *Population, Space and Place* 15(2): 93-101.
- PNUD (2009). *Rapport mondial sur le développement humain 2009. Lever les barrières: Mobilité et développement humains*. New York, PNUD.
- Portes, A. (2007). Migration, development, and segmented assimilation: a conceptual review of the evidence. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 610(1): 73-97.
- Portes A. 2001. Introduction: the debates and significance of immigrant transnationalism. *Global Networks* 1(3): 181-193.
- Pribilsky, J. (2004). "'Aprendemos a convivir': conjugal relations, co-parenting and family life among Ecuadorian transnational migrants in New York city and the Ecuadorian Andes." *Global Networks* 4(3): 313-334.
- Quiminal, C. (2002). "Retours contraints, retours construits des émigrés maliens." *Hommes & migrations* 1236.
- Quiminal, C. (1991). *Gens d'Ici, Gens d'Ailleurs: Migrations Soninké et Transformations Villageoises*. Paris, Christian Bourgois Editeur.
- Raghuram, P. (2009). Which migration, what development? Unsettling the edifice of migration and development. *Population, Space and Place* 15(2): 103-117.
- Riccio, B. (2008a). West African transnationalisms compared: Ghanaians and Senegalese in Italy. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 34(2): 217-234.
- Riccio, B. (2008b). Les migrants sénégalais en Italie. Réseaux, insertion et potentiel de co-développement. *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés*. M.-C. Diop. Paris, Crepos-Karthala-Onu Habitat: 69-104.

- Riccio, B. (2007). *"Toubab" e "vu cumprà". Transnazionalità e rappresentazioni nelle migrazioni senegalesi in Italia*. Padova, Cleup.
- Robin, N. (1996). *Atlas des migrations ouest-africaines vers l'Europe 1985-1993*. Paris, ORSTOM, 1996.
- Rouchy, J.-Y. et J.-Y. Gourvez (2004). "Etude sur la valorisation de l'épargne des migrants maliens en France." Rapport d'étude PSP Codéveloppement Mali.
- Ruhs, M. and P. Martin (2006). Numbers vs. Rights: Trade-offs and Guest worker programmes. *COMPAS Working Paper*. Oxford, COMPAS.
- Ruhs, M. (2003). "Temporary foreign worker programmes: Policies, adverse consequences, and the need to make them work." *ILO Perspectives on Labour Migration* 6.
- Russell, S.S. (1992) Migrant remittances and development. *International Migration*, 30(3/4): 267-87.
- Saleh, S.N.M. (2008). Eléments de migration en Mauritanie *CARIM Analytic & Synthetic Notes*, Circular Migration Series. Florence, EUI.
- Sarr, C. (2004) "Emergence de Nouveaux Acteurs Locaux et Recomposition des Territoires Urbains. Appropriation de la Centralité des Villes par les Moodu Moodu: Exemples de Dakar, Saint-Louis et New York." In *Gouverner les Villes du Sud. Défis pour la Recherche et pour l'Action*. Actes du Colloque International du PRUD, Programme de Recherche Urbaine pour le Développement, 5th-7th Mai. Paris, Unesco: 125-129.
- Sinatti, G. (2009). "Home is Where the Heart Abides. Migration, Return and Housing in Dakar, Senegal." *Open House International*, 34(3), 2009: 49-56.
- Sinatti, G. (2008a). "Migraciones, transnacionalismo y el locus de investigación: multi-localidad y la transición de 'sitios' a 'campos'." Solé, C., S. Parella *et al.* (dir.). *Nuevos retos del transnacionalismo en el estudio de las migraciones*. Madrid, OPI: 93-112.
- Sinatti, G. (2008b). "The Making of Urban Translocalities: Senegalese Migrants in Dakar and Zingonia." Smith, M.P. et J. Eade, (dir.) *Transnational Ties: Cities, Migrations, and Identities*, New Brunswick (NJ), London, Transaction Publishers, 2008: 61-76.
- Sørensen, N.N., N. van Hear, P. Engberg-Pedersen. 2002. The migration-development nexus. Evidence and policy options. *International Migration* 40(5): 49-73.
- Suàrez Navaz, L. (1995). "Les Sénégalais en Andalousie." *Mondes en développement* 91: 55-65.
- Tall, S.M. (2009). *Investir dans la ville africaine. Les émigrés et l'habitat à Dakar*. Paris-Dakar, Karthala-CREPOS, 2009.
- Tall, S.M. (2008). La migration internationale sénégalaise: des recrutements de main-d'oeuvre aux pirogues. *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés*. M.-C. Diop. Paris, Crepos-Karthala-Onu Habitat: 37-67.
- Tall, S.M. (2005). The remittances of Senegalese migrants: a tool of development? *At home in the world? International migration and development in contemporary Ghana and West Africa*. T. Manuh. Accra, Sub-Saharan Publishers: 153-170.
- Tall, S.M. (1994). "Les investissements immobiliers à Dakar des émigrants sénégalais." *Revue européenne des migrations internationales* 10 (3): 137-151.
- Taylor, J.E., J. Arango, *et al.* (1996). "International Migration and Community Development." *Population Index* 62 (3): 397-418.
- Tiemoko, R. (2004). "Migration, Return and Socio-economic Change in West Africa: The Role of Family." *Population, Space and Place* 10(2): 155-174.
- Toyota, M., B.S.A. Yeoh et L. Nguyen. (2007). Editorial introduction: bringing the 'left behind' back into view in Asia: a framework for understanding the 'migration-left behind nexus'. *Population, Space and Place* 13(3): 157-161.
- Traoré, S. et P. Bocquier (1998). *Synthèse régionale, réseau migration et urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUAO)*. Études et Travaux du CERPOD.
- Trauner, H. (2005). "Dimensions of West-African immigration to France: Malian immigrant women in Paris." *Vienna Journal of African Studies* 8: 221-235.

- van Dalen, H. P., G. Groenewold et al. (2005). "Out of Africa: what drives the pressure to emigrate?" *Journal of Population Economics* 18(4): 741–778.
- Veerassamy, L. (2009). Faciliter une approche cohérente de la gestion de la migration de travail au Ghana, Nigeria, Sénégal et en Lybie par la promotion de la migration légale et la prévention de la migration irrégulière. *Rapport de la revue législative en matière de migration de travail au Ghana, Nigeria, Sénégal et en Lybie*. Genève, OIM.
- Vertovec, S. (2006). Is circular migration the way forward in global policy? *Around the Globe* 3(2). Monash Institute for the Study of Global Movements: Melbourne; 38-44.
- Waldorf, B. 1995. Determinants of international return migration intentions. *The Professional Geographer* 47: 125-136.
- Wickramasekara, P. (2003). Policy Responses to Skilled Migration: Retention, Return and Circulation. *Perspectives on Labour Migration*. Geneva, International Labour Organisation.
- Yatéra, S., M. Timéra, et al (2000). *Les investissements économiques des migrants dans leur pays d'origine*. Synthèse de l'étude réalisée par Migrations Africaine/Programme Solidarité eau. Bamako, FSP Codéveloppement Mali.
- Zlotnik, H. (2003). "The global dimension of female migration." *Migration Information Source*.